INVESTISSEMENT ÉNERGÉTIQUE

UN IMPORTANT CONTRAT ENTRE SONATRACH ET ENI

Page 4

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8230 MARDI 8 JUILLET 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

SOMMET NATIONAL DE LA JEUNESSE

Tebboune appelle à l'union

Page 3

INDUSTRIE AUTOMOBILE

UN MONTAGE 100 % ALGÉRIEN

Le président Abdelmadjid Tebboune a affiché, hier lors du Conseil des ministres, une volonté forte, celle de voir naître une véritable industrie automobile. Fini les montages de façade d'avant 2019, place à des usines, des pièces locales et des voitures entièrement fabriquées en Algérie. Une annonce qui pourrait, à terme, changer le quotidien des citoyens et celui de leur garage. Les agréments pour importer ou fabriquer des voitures seront désormais délivrés uniquement par le Conseil des ministres. Une manière d'assurer une vraie régulation et d'éviter les dérives. **Page 3**



VOYAGE AU CŒUR D'UNE AMBITION

L'INDE, UNE PUISSANCE EN MOUVEMENT

Pages 12 et 13



RETARD DANS LA REVALORISATION DES RETRAITES

L'OSRA tire la sonnette d'alarme

Page 2

PROMOTION DES EXPORTATIONS

Le rôle pivot du trader



Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

RETARD DANS LA REVALORISATION DES RETRAITES

L'OSRA tire la sonnette d'alarme

Un vent d'inquiétude souffle parmi les retraités. La cause : le retard inexpliqué dans la revalorisation annuelle des pensions, pourtant prévue par la loi depuis plus de quatre décennies. Un retard jugé « injustifié et inquiétant » par l'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA), en attente d'agrément depuis 2021, et qui interpelle directement les plus hautes autorités du pays.


Les retraités inquiets.

Habituellement versée au mois de mai, cette revalorisation est un acquis instauré par la loi de 1983 et régulièrement reconduit chaque année. En 2024, les pensions avaient été augmentées de 10 à 15%, mais à ce jour, en 2025, aucun virement n'a été effectué. Un silence administratif que l'OSRA qualifie de «mutisme préoccupant » et de « mépris envers ceux qui ont sacrifié leur vie active pour bâtir le pays ».

Dans un contexte marqué par une inflation galopante, l'absence d'ajustement des pensions fragilise davantage les retraités, dont le pouvoir d'achat est en chute libre. L'OSRA rappelle qu'en 2023, les retraités, percevant plus de 50 000 DA, n'avaient bénéficié d'aucune revalorisation, alors même que des augmentations avaient été accordées à l'ensemble des autres catégories de citoyens. Une inégalité ressentie comme une « discrimination persistante » et qui alimente un fort sentiment d'injustice.

Le communiqué, signé par Ahmed Badaoui, secrétaire général de l'OSRA, évoque le Conseil d'administration de la Caisse nationale des retraites (CNR) tenu le 26 février dernier, qui avait pourtant préparé le terrain pour la revalorisation de 2025. Mais le gouvernement, chargé de fixer les taux d'augmentation, tarde toujours à trancher.

L'organisation syndicale adresse un appel direct au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lui demandant une intervention urgente afin de débloquer la situation. Elle dénonce un traitement indigne des retraités, souvent perçu, selon ses mots, comme « une simple variable d'ajustement budgétaire ».

L'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA) dresse une liste de revendications claires qu'elle estime urgentes et légitimes. En premier lieu, elle demande la communication immédiate d'un calendrier officiel pour la revalorisation des pensions, ou à défaut le versement sans délai des augmentations dues, conformément aux engagements pris par les pouvoirs publics. L'OSRA appelle également à l'ouverture d'un dialogue structuré et permanent entre ses représentants et les autorités compétentes, estimant qu'aucune solution durable ne peut être trouvée sans concertation directe avec les retraités eux-mêmes. Par souci de transparence et d'équité, l'organisation revendique l'intégration de ses représentants au sein du Conseil d'administration de la Caisse nationale des retraites (CNR), afin de mieux suivre et défendre les intérêts des pensionnés.

Autre point sensible, l'unification des différentes caisses de retraite, dans le but de mettre fin aux disparités entre les retraités affiliés à la CNR et ceux relevant d'autres organismes. L'OSRA insiste également sur la nécessité de corriger l'injustice subie par les retraités dont les pensions dépassent 50 000 DA, une catégorie exclue des augmentations précédentes, en exigeant une régularisation avec effet rétroactif.

Par ailleurs, l'organisation plaide pour l'indexation automatique des pensions sur les augmentations salariales, afin d'éviter leur érosion continue face à l'inflation. Elle demande aussi la prise en compte systématique des deux années de service national dans le calcul des pensions, un acquis qu'elle juge légitime pour toute une génération ayant servi la nation.

Enfin, l'OSRA réclame la reconnaissance officielle de son existence juridique, à travers la délivrance de son récépissé d'enregistrement, et ce, au même titre que d'autres syndicats, tels que la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR). Selon elle, il s'agit d'une condition essentielle pour exercer pleinement sa mission de défense des droits des retraités. Malgré plusieurs lettres adressées au Président et au ministère du Travail, l'organisation affirme n'avoir reçu aucune réponse, ni sur les revendications sociales ni sur sa propre reconnaissance syndicale. L'OSRA appelle donc les autorités à revoir leur politique envers les retraités et entamer un dialogue sérieux.

Avec une base sociale estimée à 3,5 millions de retraités, l'organisation met en garde, si ces appels restent ignorés, elle se réserve le droit d'engager des actions publiques pour défendre « les droits matériels et moraux » des anciens travailleurs du pays.

Lynda Louifi

FINI LES FILES D'ATTENTE

Les retraités passent au tout numérique

LE CENTRE national de perception (CNP), une plate-forme numérique innovante destinée aux retraités, sera lancé prochainement par la Caisse nationale des retraites (CNR), en collaboration avec le Haut-Commissariat à la numérisation (HCN). Véritable projet phare, cette initiative vise à révolutionner l'accès aux services administratifs en Algérie. C'est ce qu'a indiqué hier Rachid Neche, directeur central chargé du service informatique et de la numérisation à la direction générale de la CNR.

M. Neche a déclaré, sur les ondes de la Radio algérienne, qu'« il s'agit d'une interopérabilité entre les différentes administrations du pays, qui soulagera sans doute le citoyen, autrefois contraint de se déplacer pour obtenir une attestation ou un certificat. » Il a également précisé que ce portail national sera mis en place par le HCN et regroupera l'ensemble des services en ligne dont pourrait avoir besoin tout citoyen, qu'il soit retraité ou encore en activité.

Pensé comme une réponse concrète aux difficultés rencontrées quotidiennement par les retraités, le Centre national de perception permettra, selon le même responsable, de centraliser plusieurs démarches administratives dans un espace numérique unique. Concrètement, il sera désormais possible d'obtenir à distance des documents cruciaux, tels que les attestations de revenus ou les certificats de perception, sans se rendre physiquement dans une agence. Une avancée saluée par de nombreux retraités, souvent confrontés à des délais d'attente, des déplacements contraignants et des procédures complexes.

Mais le CNP ne se limite pas aux services de la CNR. Grâce à son architecture interopérable, cette plate-forme permettra également d'accéder à une large gamme de services administratifs provenant de différentes institutions publiques. Un seul point d'entrée numérique pour une multitude de services. Une évolution qui signifie moins de déplacements, moins de paperasse, et plus de fluidité pour les citoyens concernés.

« Ce projet s'inscrit pleinement dans une dynamique d'inclusion numérique et d'administration intelligente », a insisté M. Neche. Il a ajouté que le Centre national de perception a été conçu comme une réponse directe aux attentes des retraités en matière d'accès aux services publics. Il vise notamment à réduire les déplacements, simplifier les procédures, et accélérer l'accès aux documents administratifs, tout en offrant une expérience utilisateur plus fluide et plus humaine.

En parallèle, le responsable a fait état de l'important travail de digitalisation déjà accompli par la CNR, se félicitant d'avoir atteint le 4e niveau de la numérisation. « La CNR décline aujourd'hui 154 indicateurs qui nous permettent d'avoir, en temps réel, des statistiques précises sur les demandes déposées à travers nos agences », a-t-il précisé.

La Caisse nationale des retraites dispose aujourd'hui d'un réseau territorial étendu, avec 61 agences, dont 4 à Alger, mais aussi des antennes dans les 10 nouvelles wilayas et 237 centres d'accueil et d'orientation à travers le pays. Une couverture qui garantit une proximité avec l'usager, que la numérisation vient désormais renforcer.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie nationale de numérisation des services publics, engagée par les hautes autorités du pays, qui ambitionne de moderniser l'administration algérienne et de mieux répondre aux besoins des citoyens, en particulier les plus fragiles ou les plus éloignés des centres urbains.

En mettant l'accent sur l'accessibilité numérique, le gouvernement entend bâtir une administration plus efficace, plus fluide et plus proche des citoyens. Pour des milliers de retraités, le Centre national de perception représente bien plus qu'un outil informatique : c'est une promesse de simplicité, d'équité et de dignité dans leur relation avec l'administration.

Le lancement officiel de cette plate-forme est attendu dans les prochaines semaines. Il marquera, sans nul doute, une étape décisive vers une administration moderne, inclusive et à l'écoute des réalités de terrain.

Khalil Aouir

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Un montage 100 % algérien

Le président Abdelmadjid Tebboune a affiché, hier lors du Conseil des ministres, une volonté forte, celle de voir naître une véritable industrie automobile. Fini les montages de façade d'avant 2019, place à des usines, des pièces locales et des voitures entièrement fabriquées en Algérie. Une annonce qui pourrait, à terme, changer le quotidien des citoyens et celui de leur garage.



Une vraie industrie.

Tebboune a salué les efforts des porteurs de projets sérieux qui veulent bâtir, enfin, une industrie automobile digne de ce nom. Il a affirmé que l'Algérie veut tourner la page d'un passé marqué par des pratiques douteuses et des illusions d'industrialisation, et aller vers du concret, du durable, du 100 % DZ.

Pas question de reproduire les erreurs d'hier. Les agréments pour importer ou fabriquer des voitures seront désormais délivrés uniquement par le Conseil des ministres. Une manière d'assurer une vraie régulation et d'éviter les dérives. Mais le cœur du projet repose sur l'économie locale, le Président a relevé l'implication des entreprises algériennes, notamment celles actives dans la sous-traitance automobile, l'électricité auto, ou encore les pièces de rechange. Tous les maillons de la chaîne sont appelés à jouer leur rôle.

Et l'ambition est de taille, il s'agit de contribuer à hauteur de 12 % au PIB à moyen terme grâce à cette industrie mécanique naissante. Un pari audacieux, mais porteur d'espoir dans un pays où l'automobile reste un rêve pour de nombreux foyers.

Mais cette réunion du Conseil des ministres n'était pas seulement consacrée qu'aux voitures. Deux projets de loi importants ont aussi été adoptés. Le premier concerne la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Président a rappelé que l'Algérie s'est dotée de mécanismes rigoureux pour traquer l'argent sale, et renforcer sa souveraineté financière. Le second projet vise à protéger les citoyens dans leur quotidien numérique. Il s'agit de la protection des données personnelles. Une loi qui permettra à chaque citoyen de mieux contrôler l'utilisation de ses informations privées, un enjeu crucial à l'ère des réseaux sociaux et de la digitalisation massive.

Enfin, le Président a également abordé la question de l'été brûlant qui s'annonce. Avec la hausse des températures, la vigilance est de mise contre les incendies. Il a donné des consignes claires pour mobiliser tous les moyens possibles, notamment pendant la période des récoltes, pour éviter des drames comme ceux vécus les années précédentes.

Meriem Djouder

SOMMET NATIONAL DE LA JEUNESSE

Tebboune appelle à l'union sacrée

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé les jeunes algériens à l'union sacrée autour de l'intérêt national, dans la continuité de l'esprit du combat libérateur.

Dans un message adressé hier aux participants du Sommet national sur la jeunesse et la participation politique, lu par le Premier ministre Nadir Larbaoui, le chef de l'Etat a souligné l'importance de cet événement en tant qu'espace de réflexion et d'évaluation des efforts engagés pour permettre aux jeunes d'accéder à la vie politique et de surmonter les obstacles entravant leur pleine implication dans les institutions nationales.

Le président de la République a affirmé que le contexte actuel exige plus que jamais une union sacrée autour de l'intérêt national, dans la continuité de l'esprit du combat libérateur mené par les moudjahidine. Cette vision repose sur une mobilisation collective et une volonté commune de bâtir un avenir ancré dans les valeurs de patriotisme et d'engagement.

Dans son message, le Président Tebboune a rappelé les initiatives concrètes mises en place pour accompagner les jeunes et répondre à leurs préoccupations. Il a notamment cité la création du Conseil supérieur de la jeunesse, une instance consacrée aux questions liées à cette frange essentielle de la société. Ce conseil a franchi des étapes importantes pour établir un dialogue permanent avec les institutions constitutionnelles et renforcer la culture de concertation. Parallèlement, une structure ministérielle dédiée spécifiquement à la jeunesse a été instaurée pour assurer un accompagnement institutionnel et durable.

Abdelmadjid Tebboune s'est également félicité des progrès réalisés en matière d'intégration des jeunes dans la sphère politique et dans la gestion des affaires publiques, qualifiant ces avancées de « source de satisfaction ». Il a toutefois insisté sur la nécessité pour les institutions de l'Etat d'accompagner cette dynamique par une ouverture accrue envers les jeunes et leurs aspirations.

Enfin, le Président Tebboune a réaffirmé que l'engagement en faveur de la participation politique des jeunes ne peut être dissocié des efforts consentis pour leur offrir des opportunités économiques concrètes. Cette approche globale, selon lui, est déjà en cours de concrétisation à travers plusieurs mécanismes visant à soutenir les jeunes porteurs de projets et à leur faciliter l'insertion dans le tissu économique national.

Il convient de souligner que le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, à Alger, l'ouverture des travaux de ce sommet national, organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement, de responsables et de représentants d'institutions et d'instances constitutionnels, de représentants d'organisations et d'associations de la société civile, des organisations estudiantines et de jeunes, et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Organisé au lendemain de la célébration du 63e anniversaire de l'indépendance, et regroupant plus de 3 000 jeunes algériens participant à la vie politique issus des quatre coins du pays et de l'étranger, le sommet vient couronner un processus interactif de dialogue et de débat sur les mécanismes et les moyens de promouvoir la participation politique des jeunes.

Hachemi B.

ALGÉRIE–SINGAPOUR

Elargissement de la coopération aux secteurs innovants

DANS LE CADRE de sa visite officielle en République de Singapour, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a tenu, hier, une séance de travail bilatérale avec son homologue singapourien, le ministre des Affaires étrangères Vivian Balakrishnan.

Cette rencontre, selon un communiqué du ministère, a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération stratégique entre l'Algérie et Singapour, tout en approfondissant les échanges sur plusieurs dossiers d'intérêt commun.

Au cœur de cette séance de travail, les deux responsables ont procédé à une évaluation exhaustive des relations algéro-singapouriennes, saluant les partenariats déjà fructueux, notamment dans les domaines de la gestion portuaire et de l'industrie de transformation.

Les deux parties ont exprimé leur volonté commune de renforcer et d'élargir la coopération bilatérale à des secteurs clés tels que l'industrie (toutes filières confondues), l'agriculture, la numérisation, les startups, la gestion des villes, l'éducation et l'enseignement supérieur.

Cette ambition commune s'appuie sur les avantages complémentaires que présentent les deux pays et sur leur volonté de bâtir un partenariat mutuellement bénéfique à long terme. En marge de cette réunion, les deux ministres ont également échangé leurs vues sur plusieurs questions régionales et internationales d'actualité, à commencer par la cause palestinienne, la situation au Moyen-Orient, ainsi que les développements sécuritaires et géopolitiques dans la région sahélo-saharienne.

Dans le prolongement de cette journée diplomatique, Ahmed Attaf a effectué, lundi soir, une visite au Centre singapourien pour les villes vivables (Centre for Liveable Cities – CLC), un établissement de référence mondiale en matière de gouvernance urbaine durable.

Clôturant sa visite officielle, cette immersion dans l'expérience singapourienne a permis au ministre algérien de s'informer des solutions avancées mises en œuvre par Singapour dans le domaine de la gestion intelligente et durable des villes, un secteur en plein essor à l'échelle internationale.

Selon le communiqué du ministère, cette visite a également constitué une opportunité d'explorer les pistes de coopération et d'échange d'expertise entre l'Algérie et Singapour, notamment en ce qui concerne la transformation numérique des espaces urbains, les smart cities, la gestion durable des ressources et la planification urbaine innovante.

Par cette double séquence, diplomatique et technique, la visite d'Ahmed Attaf à Singapour illustre la volonté de l'Algérie de diversifier ses partenariats internationaux, en s'ouvrant à des modèles de développement avancés et à des échanges Sud-Sud porteurs d'innovation et de durabilité. Elle marque également une étape importante dans la consolidation des relations entre Alger et Singapour, appelées à s'intensifier dans les années à venir à travers des projets concrets dans des secteurs stratégiques. **M. D.**

LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Les travaux achevés

LES TRAVAUX de réalisation de la ligne ferroviaire reliant Tindouf au gisement de fer de Gara-Djebilet sur 135 km sont officiellement achevés, selon l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). La nouvelle ligne ferroviaire, qui fait partie du mégaprojet de la ligne ferroviaire minière reliant le Sud-ouest au Nord du pays, via une voie ferrée de 950 km reliant Tindouf et Bechar, a été concrétisée avec toutes ses infrastructures, ouvrages d'art et équipements techniques.

«L'achèvement des travaux de cette ligne ferroviaire minière est une étape majeure en matière d'exploitation du gisement de fer et du transport du minerai de fer vers diverses unités de transformation au nord du pays, et même son exportation à l'étranger», a indiqué le directeur de la communication de l'ANESRIF, Abdelkader Mazzar, cité par l'APS.

Cette nouvelle ligne a été concrétisée avec toutes ses infrastructures, ouvrages d'art et équipements techniques, a-t-il ajouté. «La finalisation des travaux de cette ligne va permettre le renforcement, en moyens logistiques et humains conséquents, les chantiers de la tranche de 575 km qui relie Tindouf et Hammaguir, via Oum-Laâssel», a fait savoir M. Mazzar.

S. N.

PROJETS D'INVESTISSEMENT À BOUIRA

Le DG de l'AAPI sur le terrain

LE DIRECTEUR général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a inspecté, hier à Bouira, plusieurs projets d'investissement dont certains sont déjà opérationnels, situés dans la zone industrielle d'Oued El Bardi.

A cette occasion, Rekkache a procédé à la remise d'actes de concession au groupe IMGSA, spécialisé dans l'industrie pharmaceutique, à l'entreprise Surfatec, spécialisée dans la transformation du bois, et à la SARL «Le Châtaignier», spécialisée dans la fabrication de produits d'emballage.

Accompagné du wali de Bouira, Abdelkrim Laâmouri, Rekkache s'est rendu dans le sud de la wilaya pour inspecter les travaux d'aménagement de la nouvelle zone industrielle de Dirah, qui s'étend sur 250 hectares. «Les travaux d'aménagement de cette zone ont bien avancé, ce qui lui permettra d'attirer et d'abriter de nouveaux investissements économiques», a déclaré le responsable de l'AAPI, lors d'un point de presse, invitant les investisseurs qui souhaitent réaliser leurs projets dans cette zone à «venir exprimer leurs besoins».

Dans la zone de Sidi Khaled, à Oued El Bardi, Rekkache a inspecté une grande usine «VMS» spécialisée dans la fabrication de véhicules (motocycles) où il a demandé aux responsables d'augmenter le taux d'intégration et d'ouvrir davantage la sous-traitance aux petites entreprises.

«L'AAPI est prête à accompagner et à soutenir les investisseurs et les projets réussis, en leur offrant un accompagnement et des facilités, afin de donner une nouvelle impulsion à l'économie nationale et de créer une dynamique économique et industrielle au niveau local et national», a-t-il déclaré.

S. N.

D'UN MONTANT DE 1,35 MILLIARD DE DOLLARS

Sonatrach et ENI signent un important contrat

Le groupe Sonatrach et le géant italien ENI ont procédé, hier, à la signature d'un contrat d'hydrocarbures de forme partage de production pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, sur le périmètre contractuel de Zemoul El Kbar, situé dans le bassin de Berkine à environ 300 km à l'est de Hassi Messaoud. C'est ce qu'a annoncé le groupe algérien des hydrocarbures dans un communiqué.

Les investissements globaux prévus pour l'exploration et l'exploitation de ce périmètre sont de l'ordre de 1,35 milliard de dollars, dont 110 millions de dollars destinés aux investissements de recherche. Le contrat est d'une durée de 30 ans, avec la possibilité d'une prorogation de 10 ans supplémentaires, a précisé la même source, ajoutant que ledit contrat, signé sous l'égide de la loi n°19-13 sur les hydrocarbures, comprend une période de recherche de sept ans.

Le programme des travaux liés à ce contrat d'hydrocarbures inclut le recours à «des procédés technologiques novateurs», intégrant les «dernières solutions digitales» liées à l'exploitation, le recours aux nouvelles technologies d'optimisation de production et de récupération des réserves, a souligné le groupe Sonatrach.

Par ailleurs, et comme cela se fait dans tous les autres secteurs, l'implication des locaux dans certains volets de réalisation de ce contrat est de mise. A ce propos, Sonatrach a fait savoir que «le recours au contenu local et à la sous-traitance auprès de fournisseurs nationaux est privilégié, dans le cadre de l'exécution de ce contrat».

Concernant la production espérée dans le cadre de l'exploitation du périmètre de Zemoul El Kbar, elle est estimée par Sonatrach à 415 millions de barils équivalent pétrole (bep), dont 9,3 milliards de mètres cubes de gaz au terme de la période contractuelle.

A l'issue de la signature de cet important contrat, le directeur exécutif du groupe énergétique italien ENI a souligné l'importance du marché algérien pour le groupe qu'il dirige et pour son pays, affirmant, à ce propos, que «l'Algérie est un pays sur lequel on compte beaucoup et dans lequel on investit le plus». Le président-directeur de Sonatrach, Rachid Hachichi, a affirmé que le montant d'investissement de ce projet «traduit la confiance des partenaires étrangers dans le potentiel énergétique de l'Algérie et dans les capacités du groupe Sonatrach à mener à bien des projets structurants dans le secteur». Par ailleurs, et additivement au contrat d'hydrocarbures pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre Zemoul El Kbar, Sonatrach et ENI ont également signé un «Accord Gaz» dont l'objet est de préciser les dispositions du contrat d'hydrocarbures relatives à la commercialisation des quantités de gaz sec provenant du périmètre d'exploitation Zemoul El Kbar, destinées à être exportées, selon les précisions du groupe algérien.



Un gros contrat important.

En marge de cette signature, un accord-cadre a été signé entre Sonatrach, ENI et l'établissement de formation ECU, visant le développement des compétences du personnel de Sonatrach et le transfert du savoir-faire à travers cet établissement pour une période de trois années. La signature de ce contrat d'hydrocarbures vient couronner les travaux inhérents au protocole d'accord signé entre Sonatrach et ENI le 19 mai 2024, a-t-on rappelé.

T. Gacem

Le P-DG du géant italien ENI reçu par Tebboune

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, Claudio Descalzi, directeur exécutif du groupe énergétique italien ENI, l'un des partenaires stratégiques de l'Algérie dans le secteur des hydrocarbures, qui était à Alger pour la signature d'un important contrat avec le groupe algérien des hydrocarbures Sonatrach. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la présidence de République. Cette rencontre de haut niveau s'est déroulée en présence de Boualem Boualem, directeur de cabinet à la présidence de la République, de Rachid Hachichi, président-directeur général de Sonatrach, ainsi que de Ramini Amine, secrétaire général par intérim du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, a ajouté la même source.

S. N.

INNOVATION, AGRICULTURE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'Algérie et la Chine veulent renforcer leur coopération

LE RENFORCEMENT de la coopération bilatérale dans les domaines de l'innovation, du développement agricole et de l'enseignement universitaire est au centre de la visite d'une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire (APN) en Chine. La délégation, conduite par son président Mohamed Khouane, s'est rendue, avant-hier, dans la ville de Lanzhou (ouest de la Chine), où elle a été reçue par le président du Comité des affaires étrangères de l'Assemblée populaire provinciale. La partie chinoise a présenté en détail «l'importance économique du district industriel de Lanzhou», expliquant avoir conclu d'importants accords dans le secteur de la construction avec plusieurs pays africains dans le cadre de l'initiative «la Ceinture et la Route», selon un communiqué de l'APN. La délégation algérienne a effectué une visite de terrain à la plateforme de gestion immobilière Roy Ling, filiale du Groupe d'investissement pour le développement urbain de la Nouvelle Zone Blanche, qui propose des solutions intelligentes de gestion des bâtiments et de maintenance des équipements immobiliers grâce à sa plateforme numérique qui s'appuie sur un suivi automatisé pour fournir des services de haute qualité.

La délégation a également visité l'Exposition sur le développement économique et social de Ganzhou, où une présentation détaillée des projets de développement agricole et des méthodes innovantes pour accroître et diversifier les cultures a été présentée. L'événement a mis en avant l'utilisation de technologies intelligentes pour la collecte et l'analyse de données afin d'améliorer la production agricole, de protéger l'environnement et de lutter contre les catastrophes naturelles.

Mohamed Khouane a exprimé un intérêt particulier pour la coopération avec la Chine en vue d'atteindre l'autosuffisance, soulignant la nécessité de valoriser cette expertise par l'intermédiaire des ministères algériens de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de l'Agriculture. Dans ce sens, il a souligné que l'Algérie dispose d'un potentiel considérable, notamment de terres fertiles et d'un climat diversifié, qui permettent le développement de ce type de partenariat scientifique.

La délégation a ensuite visité le Centre des sciences de l'Université de Lanzhou, où elle a été reçue par le vice-président de l'université, M. Wang Wei, qui a affirmé la volonté de son pays d'élargir la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de l'éducation et de la recherche, soulignant les perspectives prometteuses de collaboration en matière d'innovation verte et de développement durable.

Pour sa part, M. Khouane a rappelé les relations historiques entre l'Algérie et la Chine, saluant le rôle central de la Chine en tant que force d'équilibre dans le système international. Il a également évoqué les directives du président Abdelmadjid Tebboune appelant à la création d'une banque nationale de semences, considérant la coopération avec la Chine à cet égard comme faisant partie des partenariats avec des pays amis et de confiance.

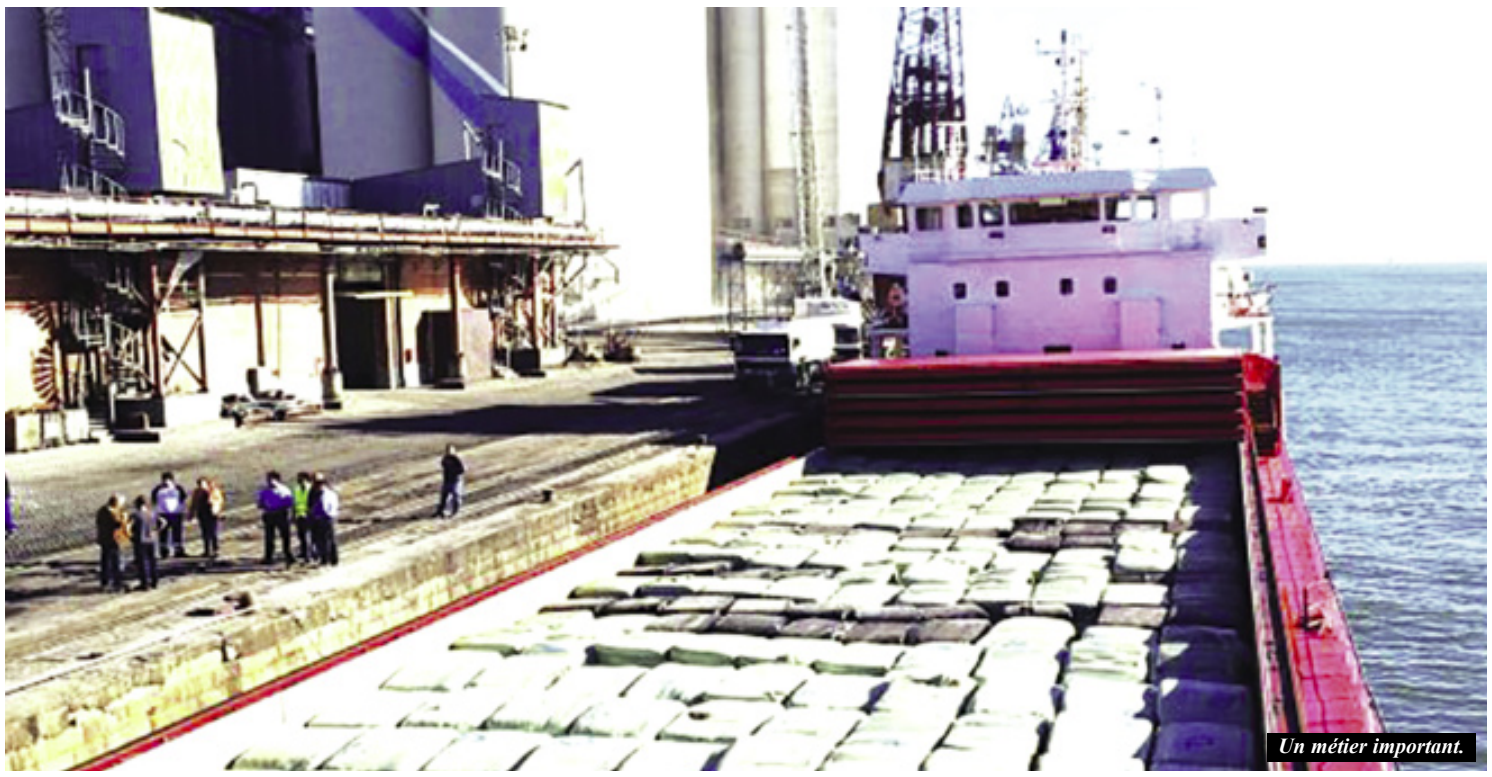
Dans ce contexte, il a appelé à l'implication des universités algériennes spécialisées dans ce programme scientifique et à l'échange d'expériences avec leurs homologues chinoises.

Hamid B.

PROMOTION DES EXPORTATIONS

Le rôle pivot du trader

Le rôle pivot d'un trader dans la promotion des exportations et la nécessité de promouvoir cette activité ont été soulignés par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, lequel a aussi mis en avant la dynamique qu'enregistrent les exportations hors hydrocarbures et les perspectives pour l'avenir.


Un métier important.

Lors d'une journée d'étude consacrée au métier de l'export, «la base stratégique du commerce extérieur», organisée hier conjointement par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportateurs et la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), et à laquelle ont pris part nombre d'experts, d'opérateurs économiques et d'institutions financières, le ministre a expliqué la mission du trader, le qualifiant de maillon central dans la chaîne de l'opération d'exportation.

En effet, parallèlement à l'augmentation des volumes des exportations, il est aussi question de valoriser le métier d'exportateur.

C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé le ministre, qui a indiqué que «le métier d'exportateur est un métier important». «Nous voulons qu'il soit parmi les grands métiers connus et valorisés par la société algérienne car il constitue un lien entre le producteur industriel, agricole et le fournisseur de services vers les différentes régions du monde», a-t-il signalé, affirmant que le trading n'est pas uniquement une activité commerciale mais «une base essentielle pour bâtir une économie nationale diversifiée et durable».

Selon le ministre, la stratégie «Trader» constitue «une opportunité prometteuse pour les exportateurs», les appelant à adhérer à cette dynamique et à bénéficier du soutien du gouvernement et des facilités accordées pour promouvoir le métier d'exportateur, et surtout promouvoir la place des produits algériens sur les marchés internationaux.

M. Rezig a, dans cette optique, signalé la nécessité d'augmenter les capacités de production des entreprises publiques et privées, soulignant l'importance de garantir la disponibilité des produits en termes de qualité et de quantité, mais aussi de respecter les délais de livraison, ce qui aidera, selon les explications du ministre, à préserver et à promouvoir l'image de l'Algérie comme partenaire économique et commercial sûr.

LE NOMBRE D'EXPORTATEURS EN HAUSSE

Le ministre a, en outre, fait un état des lieux des exportations hors hydrocarbures et aussi de l'augmentation du nombre d'exportateurs. Ce dernier est, en effet, passé de 800 en 2020 à 2 400 en 2024, a fait savoir le ministre lors de son intervention à l'occasion de cette journée d'étude sur le métier d'exportateur. «146 exportateurs ont exporté l'équivalent d'un million de dollars de marchandises et 80 autres ont exporté plus d'un million de dollars de services», a précisé M. Rezig, qui estime que cela est le résultat des réformes et des mesures prises à même d'encourager les opérateurs économiques de s'orienter vers les marchés internationaux. L'ambition est désormais, selon le ministre, de doubler ce chiffre et le porter à 5 000 exportateurs.

Les performances enregistrées s'agissant du volume des exportations hors hydrocarbures ont également été signalées par le ministre, affirmant que ces dernières ont enregistré une moyenne de 5 milliards de dollars. Il a aussi signalé l'enregistrement d'un niveau élevé du volume de ces exportations, lesquelles ont atteint, en 2022, 7 milliards de dollars, rappelant l'ambition d'augmenter significativement leur niveau en les portant à 10 milliards de dollars, un objectif fixé par le président de la République.

L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS OPTIMISÉ

La CAGEX a, de son côté, rappelé son rôle de soutien aux exportateurs, entre couverture des risques et appui financier. Dans ce sens, le P-DG de la caisse, Zohir Laiche, a fait savoir que la CAGEX a mobilisé durant l'année 2024 «plus de 43 milliards de dinars». «Le rôle de la CAGEX est de fournir aux opérateurs toutes les informations nécessaires sur les marchés mondiaux. Nous avons une banque de données sur ces questions», a précisé M Laiche, mettant en avant la mise à disposition de l'exportateur d'une assurance appropriée, en plus de la possibilité du rapatriement des fonds quand il y a problème. Une convention a, par ailleurs, été signée entre le ministère du Commerce extérieur et la CAGEX, en vue de renforcer la coordination entre institutions, mutualiser l'information et former les traders.

Selon le P-DG de la CAGEX, il est nécessaire de promouvoir l'activité de trader. «L'exportation est une affaire de spécialistes», a-t-il affirmé, soulignant la nécessité de mettre en place des sociétés spécialisées en mesure d'accompagner les producteurs qui dégagent un excédent de biens et marchandises destinés à l'export et les mettre entre les mains de ces intermédiaires, qui s'occuperaient de les acheminer partout dans le monde.

Selon M. Laiche, cette convention permettra d'avoir un cadre d'échange d'informations, sachant que la CAGEX dispose d'une banque de données sur les marchés internationaux.

Lilia Aït Akli

LÉGALISATION DE LA MICRO-IMPORTATION

Les réserves du CARE

L'ENCADREMENT de la micro-importation à la faveur de la publication du décret exécutif fixant les modalités d'exercice de l'activité marque une avancée notable. Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (CARE) analyse cette reconnaissance, qui répond à un besoin réel d'organisation de la micro-importation, ouvrant des perspectives d'autonomie économique. Des réserves sont cependant émises par le Cercle d'action, selon lequel certaines mesures nécessitent une révision pour éviter la reproduction des lourdeurs administratives.

Dans son analyse, le CARE est revenu sur les différentes mesures. Selon le CARE, l'obligation de financer les achats par des devises personnelles pourrait pousser les autoentrepreneurs vers le marché parallèle des changes, que les autorités s'efforcent pourtant de réprimer. L'organisme propose une alternative, à savoir l'autorisation d'un quota d'accès officiel et encadré aux devises étrangères pour les micro-importateurs, puisque leur activité est désormais légale et réglementée.

Le décret semble aussi exclure, selon le CARE, les entreprises formelles du dispositif. Il a, dans ce sens, souligné cette «opportunité manquée» pour les petites et moyennes entreprises (PME) locales, qui peinent souvent à importer des intrants indispensables à leur production. «Pour une pièce de rechange ou un composant spécifique, le recours à un mécanisme simplifié de micro-importation aurait pu éviter des pertes de production et des surcoûts importants», a-t-on noté. Le CARE a suggéré dans sa note de permettre aux PME d'intégrer cette démarche dans leur chaîne d'approvisionnement, à travers la création d'un département de micro-importation interne, propre à chaque PME.

Le régime fiscal appliqué aux micro-importateurs (0,5 % du chiffre d'affaires, pas de TVA, etc.) est jugé pertinent par le Cercle de réflexion, qui a néanmoins regretté le caractère d'exclure certaines activités économiques.

«Pourquoi ne pas l'étendre à d'autres formes d'activités économiques d'intérêt national, à l'instar des coopératives, start-up, producteurs locaux, ou toute entreprise générant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 43,2 millions de dinars ?», s'est interrogé le Cercle d'action et de réflexion.

Le CARE a ainsi signalé la différence entre le décret qui autorise un plafond d'activité annuelle à 43,2 milliards de dinars et la loi de finances 2023 qui fixe ce seuil à 5 milliards de dinars pour les autoentrepreneurs, ce qui nécessite une modification préalable de la loi, a-t-on suggéré.

Le CARE a également évoqué la mesure de 24 déplacements par an pour exercer une activité formalisée, étant une exigence qui exclut une grande partie de la population des bénéfices du dispositif, notamment ceux qui ne disposent pas de visa, ou les jeunes entrepreneurs ne pouvant supporter de tels frais de voyage. Dans ce sens, il est proposé de permettre les commandes à distance, comme c'est le cas dans la majorité des économies modernes, élargissant ainsi l'accès à tous les citoyens et réduisant les barrières à l'entrée.

Dans le même contexte, le CARE a indiqué que ce décret représente une avancée importante dans la formalisation d'une pratique déjà ancrée dans la société algérienne. Il s'aligne sur la volonté présidentielle de simplifier la vie économique des citoyens. Mais pour que cette réforme tienne ses promesses, elle doit aller plus loin. Elle doit s'inscrire dans une vision moderne et inclusive de l'économie, a-t-on estimé, affirmant qu'il est temps que l'Algérie de 2025 entre pleinement dans l'économie numérique et transparente, où l'Etat accompagne les citoyens.

Rim Boukhari

MAIN TENDUE AUX PLUS FRAGILES

Le wali de Mascara fait de l'écoute une priorité

LE WALI de Mascara, Fouad Aïssi, a réaffirmé son engagement en faveur des citoyens les plus vulnérables, en plaçant l'écoute et la prise en charge des préoccupations locales au cœur de son action, conformément aux orientations des plus hautes autorités du pays. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la wilaya.
Selon la même source, le wali a présidé, hier, une série de séances d'accueil au siège de la wilaya, dédiées à différentes catégories sociales. Ces rencontres ont porté sur des questions sociales, sanitaires, de logement, d'emploi, de développement local, ainsi que sur les conditions de vie quotidiennes.
Ces séances d'écoute, organisées dans le cadre de la politique de communication de proximité, visaient particulièrement les personnes en situation de handicap, les malades, les personnes âgées, ainsi que l'ensemble des citoyens dans le cadre des réceptions hebdomadaires.
Selon le communiqué, le wali a écouté avec attention un large éventail de doléances exprimées par les citoyens. Ces préoccupations traduisent des attentes légitimes, notamment en matière d'accès aux droits fondamentaux et d'amélioration du cadre de vie.
En réponse, M. Aïssi a donné des instructions fermes aux services administratifs et techniques compétents, les appelants à traiter les dossiers avec rigueur, objectivité et sérieux, et assurer le suivi des actions engagées sur le terrain. Le wali a également insisté sur la nécessité d'apporter des solutions concrètes, adaptées à chaque situation, dans le respect des lois en vigueur et en tenant compte des moyens disponibles.
À l'issue de ces séances, il a souligné que l'administration demeurera ouverte à tous les citoyens, dans un esprit de transparence, d'écoute et de justice.
Enfin, M. Aïssi a réaffirmé l'engagement de l'État à ne ménager aucun effort pour la prise en charge des catégories vulnérables, en particulier les personnes handicapées, les malades et les personnes âgées, qui restent le centre des priorités des politiques publiques et sociales.

Brahim Mazi

RENTRÉE SCOLAIRE À TIZI OUZOU

Des établissements neufs pour accueillir les élèves

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tizi Ouzou sera renforcé lors de la prochaine rentrée scolaire par plusieurs établissements. C'est ce qu'ont annoncé les directions de l'éducation et des équipements publics (DEP).

Il s'agit de huit groupes scolaires, deux collèges (dont un en remplacement), et quatre lycées, dont trois en remplacement également. Le coup d'envoi de ces réceptions a été donné à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la Fête nationale de l'Indépendance et de la Jeunesse, avec la mise en service du CEM Ali Hammoutène, désormais flambant neuf.
La cérémonie de réception de ce collège s'est déroulée en présence du fils et du petit-fils du défunt Ali Hammoutène, assassiné par l'OAS le 15 mars 1962 aux côtés de cinq de ses collègues, dont Mouloud Feraoun, alors qu'ils travaillaient aux centres sociaux de Château-Royal à Ben Aknoun (Alger).
Le nouveau collège a été édifié en contrebas de l'établissement existant, lequel sera prochainement démoli pour laisser place à un stade et à d'autres infrastructures d'accompagnement.
Un second collège est prévu pour le mois de septembre, selon les responsables concernés. Il s'agit du collège du Pôle d'Excellence de Tizi Ouzou.
À ces deux collèges, s'ajouteront quatre lycées, dont trois en remplacement, à savoir le lycée Amirouche de Tizi Ouzou, le lycée Toumi de Tigzirt, le technicum Dahmani de Boghni, ainsi qu'un nouveau lycée au sein du Pôle d'Excellence de Tizi Ouzou.
En parallèle, huit groupes scolaires seront également livrés, portant à 14 le nombre total d'établissements attendus pour cette rentrée. Ces projets s'inscrivent dans un vaste programme de développement engagé par les pouvoirs publics au profit du secteur éducatif dans la wilaya.


Le secteur se renforce.

À noter que dès 2024, l'État avait déjà lancé la réalisation de 13 groupes scolaires, 12 collèges et 12 lycées. En complément, 118 opérations ont été inscrites pour un total de 339 actions de réhabilitation de structures éducatives, pour un budget global de 924 340 000 DA.
Parmi les communes les plus bénéficiaires, figurent Draâ El Mizan (avec deux groupes scolaires et deux collèges), Draâ Ben Khedda (un lycée et un groupe scolaire), et Tizi Ouzou (deux groupes scolaires, trois collèges et deux lycées), qui sont aussi les zones ayant les besoins les plus urgents en infrastructures éducatives.

Saïd Tissegouine

APPROVISIONNEMENT EN POCHES DE SANG

La PCH assure un stock stable à l'échelle nationale

DANS un contexte où la sécurité sanitaire reste une priorité nationale, la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) vient de publier un communiqué dans lequel elle réaffirme son engagement permanent à garantir la disponibilité des médicaments et dispositifs médicaux, en particulier les poches de sang vides, essentielles aux services de transfusion.
La PCH annonce disposer d'un stock national de 128 000 poches de sang vides, disponibles au niveau de ses entrepôts centraux et réparties dans les différentes structures hospitalières du pays. Cette quantité, jugée suffisante pour répondre aux besoins immédiats des établissements de santé, reflète une stabilité rassurante dans l'approvisionnement national de ce produit vital.
Toutes les poches distribuées sont conformes aux normes techniques et préventives les plus rigoureuses, conformément aux exigences de l'Agence nationale du sang. Avant leur mise à disposition, elles sont soumises à un protocole de contrôle strict, incluant des analyses et vérifications en laboratoire encadrées par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, afin de garantir leur qualité et leur innocuité.
Pour renforcer encore le stock et anticiper toute pression sur le système de santé, la Pharmacie centrale annonce l'arrivée de 160 000 à 190 000 poches de sang supplémentaires chaque mois jusqu'à décembre 2025. Cette stratégie vise à assurer la continuité du service, répondre aux besoins croissants et prévenir toute rupture d'approvisionnement. « La sécurité transfusionnelle est un enjeu de santé publique. Notre mission est d'anticiper la demande et de sécuriser les flux d'approvisionnement », a indiqué un responsable de la PCH.
Cet engagement s'inscrit dans la politique nationale de renforcement de la sécurité sanitaire et de prise en charge optimale des patients, particulièrement dans les services d'urgence, de chirurgie et d'oncologie où les besoins en sang sont fréquents et cruciaux.

Lynda Louifi

POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES PATIENTS

Blida renforce ses équipements de santé

À L'OCCASION de la célébration du 63e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse, le parc roulant de six établissements de santé de la wilaya de Blida a été récemment renforcé par de nouvelles ambulances.
Le wali de Blida, Brahim Ouchene, a supervisé, au TOT de Blida, la cérémonie de remise de huit ambulances médicalisées à plusieurs structures sanitaires. Cette dotation s'inscrit dans le cadre d'un programme global prévoyant la livraison de 20 ambulances au cours de l'année 2025, en plus des 22 déjà fournies en 2024.
Le Centre hospitalo-universitaire Frantz Fanon a bénéficié de trois ambulances, suivi par la polyclinique d'Ouled Yaïch avec une ambulance. Les EPH de Boufarik, Larbaâ, Meftah ainsi que l'hôpital Brahim Tirichine (plus connu sous le nom de Faubourg, au centre-ville de Blida) ont chacun reçu une ambulance médicalisée.
Dans le même cadre festif, le wali a également supervisé l'installation de huit nouveaux appareils d'hémodialyse au service d'hémodialyse du TOT de Blida. Ces équipements viennent s'ajouter aux seize appareils déjà en service, permettant ainsi de prendre en charge plus d'une cinquantaine de patients par jour, selon un infirmier sur place.
Lors de cette cérémonie, le wali a souligné que ces acquisitions visent à alléger la pression sur les centres d'hémodialyse situés dans d'autres communes de la wilaya et améliorer la qualité des services de santé destinés à une catégorie de malades en constante augmentation ces dernières années.

T. Bouhamidi

LA RÉPONSE DE BERLIN RESTE INCERTAINE

Kiev demande secrètement des armes en nombre à l'Allemagne

Une liste secrète, révélée par Bild, détaille les demandes de l'Ukraine à l'Allemagne. Kiev demande des centaines de milliers de missiles pour la défense aérienne, des milliers de véhicules blindés, ainsi que plusieurs systèmes allemands de défense antimissile. Cependant, la réaction allemande reste en suspens.



L'Ukraine a transmis à l'Allemagne une liste secrète des armes dont elle a besoin, a rapporté Bild. Selon le journal allemand, la liste reçue par le gouvernement allemand relève de trois catégories : défense aérienne, véhicules blindés et guerre électronique. Kiev a notamment demandé quatre complexes de systèmes antimissiles modulaires allemands à moyenne et courte portée IRIS-T, 1 500 missiles pour le système à moyenne portée IRIS-T SLM et 500 pour le système à courte portée IRIS-T SLS, ainsi que 200 000 obus pour des canons antiaériens de 40 mm. En outre, la liste comprend 1 000 véhicules de transport antimines et 200 véhicules à chenilles, 30 véhicules blindés de déminage, 20 à 30 véhicules blindés de génie WiSENT et 200 véhicules tout-terrain pour les forces spéciales. L'Ukraine demande également 1 000 brouilleurs GPS pour contrer les drones et 200 radars mobiles terrestres. Bild a noté que les milieux militaires et l'industrie confirmaient l'existence de cette liste mais, pour l'instant, la réaction de Berlin reste incertaine. L'Occident continue d'apporter son soutien militaire au régime de Kiev, malgré les nombreux appels de Moscou à cesser cette pratique afin d'éviter une escalade du conflit. En mai dernier, l'Allemagne et l'Ukraine ont décidé de lancer une production conjointe d'armes à longue portée sur le territoire ukrainien et allemand. Le même mois, le chancelier allemand Friedrich Merz a annoncé que l'Allemagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient levé les restrictions sur la portée des armes fournies à l'Ukraine. Cette déclaration a provoqué une réaction immédiate du Kremlin : Dmitri Peskov, le porte-parole du président russe, a qualifié ces propos de nouvelle provocation à la guerre, accusant Berlin de chercher à forcer les Ukrainiens à poursuivre les combats. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a exprimé le même avis, soulignant que Berlin répétait ainsi ses décisions du siècle dernier, faisant allusion aux guerres mondiales du XXe siècle.

R. I.

LE PARTI «AMERICA» DE MUSK

Une idée «ridicule» selon Trump

EN RUPTURE avec le système bipartite, Elon Musk lance le parti «America». Mais l'initiative suscite scepticisme et sarcasmes, à commencer par ceux de Donald Trump, qui qualifie cette ambition politique de «ridicule». La déclaration du PDG de Tesla et SpaceX, Elon Musk, concernant la création d'un nouveau parti politique, « America », a secoué la communauté politique américaine. Le milliardaire américain a déclaré que son nouveau parti prévoyait de renverser le « système à parti unique » des États-Unis, faisant référence à la fusion des intérêts des démocrates et des républicains dans le pays. La décision d'Elon Musk a été accueillie avec des critiques et un certain scepticisme par la communauté politique américaine. En particulier, le président américain Donald Trump a vivement critiqué son ancien assistant, qualifiant la création d'un troisième parti de « ridicule ». « Nous connaissons un formidable succès avec le Parti républicain. Les démocrates sont perdus, mais il y a toujours eu un système bipartite et je pense que lancer un troisième parti ajoute simplement de la confusion. Les troisièmes partis n'ont jamais fonctionné. Il peut s'amuser autant qu'il veut avec ça, mais je pense que c'est ridicule », a-t-il déclaré aux journalistes. Le ministre des Finances, Scott Bessent, avec lequel Elon Musk avait eu une vive altercation à la Maison Blanche, a également commenté l'initiative du milliardaire, soulignant son impopularité dans les sondages d'opinion. D'après lui, bien que les principes du Département américain de l'efficacité gouvernementale (DOGE) aient été « populaires », son ancien chef ne l'était pas. Scott Bessent a ajouté que les conseils d'administration des entreprises détenues par Elon Musk n'auraient pas apprécié sa déclaration et qu'ils l'inviteraient à se concentrer sur ses activités commerciales plutôt que politiques. Le parti de Musk sera-t-il à la hauteur des défis ? Le succès du parti « America » est également remis en question. Le Washington Post a identifié six « grands défis » auxquels pourrait être confronté le nouveau parti d'Elon Musk. Parmi ceux-ci, le journal américain souligne les obstacles institutionnels, qui ne sont pas adaptés à un système tripartite, ainsi que les règles de vote complexes. De plus, certains analystes et experts soulignent que l'audience potentielle du milliardaire pourrait ne pas être suffisamment soudée pour former un parti politique. À cela s'ajoute l'influence déclinante d'Elon Musk dans les cercles politiques, suite à son départ du gouvernement fédéral et au conflit qui a suivi avec Donald Trump et les membres républicains du Congrès. « Divorce de la décennie » Elon Musk et Donald Trump étaient en bons termes pendant la campagne électorale. Après la victoire de Trump en janvier dernier, le PDG de Tesla et SpaceX a été nommé à la tête du Département américain de l'efficacité gouvernementale. Cependant, après son départ à la fin du mois de mai, une altercation brutale a éclaté sur les réseaux sociaux entre le président américain et son ancien assistant, que Politico a qualifiée de « divorce de la décennie ». La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'adoption de la « grande et belle » loi budgétaire de Donald Trump. Le milliardaire a critiqué à plusieurs reprises ce projet de loi, affirmant qu'il mènerait les États-Unis à la faillite. Le 5 juillet, il a accusé le pays d'être un régime à parti unique et a annoncé la création du parti « America ». Avant de prendre sa décision, il a évoqué un sondage selon lequel 65,4 % des votants se sont prononcés en faveur de la création du nouveau parti, contre 34,6 % qui s'y sont opposés.

R. I.

FRANCE-ROYAUME-UNI

«La lune de miel» troublée par Trump

SOUS les sourires diplomatiques, Macron et Starmer peinent à accorder leurs violons. Le dossier ukrainien, les tensions commerciales et la gestion du facteur Trump révèlent des désaccords profonds et des intérêts divergents. Quand Keir Starmer rencontre Emmanuel Macron, l'ambiance rappelle davantage une sitcom diplomatique qu'une alliance politique classique. En effet, la future visite de ce dernier au Royaume-Uni, la première d'un président français depuis Nicolas Sarkozy en 2008, marque une certaine réconciliation après les années tumultueuses de Boris Johnson et Liz Truss, mais révèle aussi des tensions cocasses, selon Politico. Malgré des sourires chaleureux et un séjour digne d'un conte de fées à Windsor chez le roi Charles III, le duo franco-britannique peine à masquer son irritabilité croissante envers un personnage encombrant : Donald Trump. Le média américain indique qu'alors que Starmer tente la stratégie subtile du « massage d'ego en coulisses », Macron préfère visiblement provoquer le président américain, n'hésitant pas à le taquiner publiquement en s'offrant des escapades au Groenland ou en révélant ses intentions diplomatiques à la presse, allant jusqu'à suggérer que Trump quittait le G7 plus tôt pour négocier un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran. Côté commerce, Macron affiche aussi un sourire crispé face au récent accord tarifaire conclu entre Starmer et Trump, accord dont la France reste exclue, subissant les pénalités américaines infligées à l'UE. Pour les Français, le Royaume-Uni semble avoir cédé à toutes les exigences américaines, au point, ironise-t-on à Paris, d'avoir « vendu son âme pour un deal ». Volontaires, mais sans boussole Mais le rire devient jaune lorsqu'il s'agit de l'Ukraine. Tandis que Londres cherche à maintenir les États-Unis dans les négociations de paix, Paris trouve les Anglais trop dépendants de garanties sécuritaires américaines hypothétiques, jamais vraiment confirmées. Toujours selon Politico, la fameuse « coalition de volontaires », dirigée conjointement par Londres et Paris, semble souffrir d'un sérieux manque de direction claire. Côté français, on s'inquiète de voir la coalition dériver en raison de promesses américaines restées lettre morte, ce qui pousse à l'agacement et aux tensions discrètes mais palpables entre les deux partenaires. L'article indique également qu'à Londres, certains estiment que les prises de position internationales d'Emmanuel Macron sont en partie motivées par des considérations personnelles, à l'approche de la fin de son mandat. Un responsable impliqué dans les négociations sur le dossier iranien a affirmé que le président français cherchait à affirmer « le rôle de médiateur » sur la scène internationale. Par ailleurs, le quotidien américain note que des différends persistants continuent de peser sur la relation bilatérale, comme l'accord sur la pêche ou les traversées illégales de la Manche.

R. I.

RACCORDEMENT AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE À EL-MEGHAÏER

Près de 1 400 exploitations agricoles concernées

VISANT le développement et l'amélioration du cadre de vie des habitants de la wilaya d'El-Meghaïer, pas moins de 1.400 exploitations agricoles seront raccordées au réseau d'électricité avant la fin de l'année en cours. Ce projet est effectué dans le cadre du programme national d'électrification agricole. C'est ce qu'a annoncé, hier, la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

L'opération a permis jusqu'ici le raccordement, dans le cadre d'un programme de 102 projets retenus pour la wilaya, de 1.027 exploitations au réseau électrique et est poursuivie pour toucher le reste des exploitations localisées au niveau des zones agricoles d'Oum-Tiour, Still et Berkadjia, a indiqué la même source.

S'agissant de la couverture des zones enclavées en énergie électrique, la Sonelgaz a fait état de l'inscription de huit opérations ciblant 577 foyers, dont six ont été mises en service, en attendant l'achèvement, avant la fin de l'année en cours, du reste à réaliser.

Il est signalé également, dans le cadre de l'extension du réseau de gaz naturel, l'inscription de 24 projets, dont un seul reste à réaliser, et ayant touché 1.969 foyers, portant à 2.157 les foyers raccordés au réseau du gaz à travers la wilaya.

Toutes ces opérations sont susceptibles d'influer positivement sur l'action de développement local, la dynamisation des activités agricoles et l'amélioration du service public au profit des opérateurs agricoles de la wilaya, a conclu la source.

R. R.

FORMULE LPA À TÉBESSA

Réalisation de plus de 900 logements

LES TRAVAUX de réalisation de 930 logements publics locatifs (LPL) ont été lancés dans neuf communes de la wilaya de Tébessa. C'est ce qu'ont fait savoir, hier, les services de la wilaya.

La même source a précisé que les premières pierres de ces projets, dont les délais de réalisation sont fixés à 18 mois, ont été successivement posées.

Ce quota de logements se répartit sur les communes d'El Ouenza, El Aouinet, Boulhaf Dir, Tébessa, Chréa, Bir Mokadem, El Hammamet, El Ma Labiod et Bir El Ater, selon la même source qui a relevé que le chef de l'exécutif local, Ahmed Belhaddad, a insisté sur le respect des normes de qualité des travaux et des délais contractuels de réalisation de ces unités qui viendront répondre à une partie de la demande croissante sur cette formule de logement.

Dans le même contexte, il a été procédé au lancement des travaux de réalisation de 50 logements promotionnels aidés dans la commune de Bir El Ater et 40 autres de même type dans la commune d'El Hammamet.

La wilaya de Tébessa a connu début juillet la remise des clés et arrêtés d'attribution de 4.775 logements de divers types dont 1.228 logements publics locatifs, 773 logements promotionnels aidés (LPA) et 1.700 aides au logement rural à travers toutes les communes de la wilaya, rappelle-t-on.

Pas moins de 250 actes de terrains dans des lotissements sociaux et 420 aides financières à l'auto-construction ont été également distribués en plus de la remise des clés de 318 logements promotionnels libres de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance et 86 autres de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

R. R.

INTENSIFICATION DES CULTURES STRATÉGIQUES À NAÂMA

Plus de 1,35 milliard de DA alloués

Plusieurs projets sont en cours de réalisation dans la wilaya de Naâma, pour l'aménagement des périmètres d'investissement agricole destinés à l'intensification des cultures stratégiques, pour une enveloppe financière estimée à plus de 1,35 milliard DA. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction des Services agricoles (DSA).



A ce titre, Charouine Boudjemâa, directeur du secteur a précisé que ces opérations, considérées comme un facteur-clé de réussite de l'investissement et d'accompagnement des investisseurs, afin d'accélérer le rythme de production dans plusieurs filières agricoles stratégiques, portent notamment sur le raccordement des périmètres au réseau d'électricité agricole avec un budget dépassant 1 milliard DA, ainsi que l'ouverture de pistes agricoles pour un montant de 350 millions de DA. Les travaux d'aménagement concernent plusieurs nouveaux périmètres d'investissement agricole, créés et attribués aux investisseurs via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), au niveau des communes de Kasdir (périmètre de Oued El Harmel- 20.000 ha), Mekmen Benamar (périmètre de Mekmen Lahnach - 3.200 ha), et le périmètre de Zeboudja à Tiout (800 ha), ainsi que d'autres périmètres, a fait savoir la même source. D'autres opérations sont également en cours de réalisation, notamment la réalisation de grands bassins d'irrigation et le raccordement au réseau d'irrigation, après la délivrance aux investisseurs des autorisations de forage de puits, a ajouté le responsable du secteur. « Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs, depuis l'obtention du foncier agricole jusqu'au suivi du processus technique, afin d'améliorer la production, économiser l'eau et créer un pôle agricole dans la wilaya de Nâama », a indiqué le DSA. Par ailleurs, ce projet vise également à créer des emplois, augmenter la production céréalière, garantir l'autosuffisance, transformer les produits agricoles et assurer leur commercialisation sur le marché local, ainsi qu'à l'exportation, a déclaré à l'APS le wali de Nâama, Lounès Bouzegza. Il convient de noter que pas moins de 37.200 hectares de terres dotées de ressources hydriques importantes ont été attribués à des investisseurs, dans le cadre du régime de la concession, pour leur mise en valeur dans le cadre de grands projets agricoles, portant notamment sur les céréales, les semences, les cultures oléagineuses et la pomme de terre.

R. R.

DIAGNOSTIC DU CANCER À L'EHU D'ORAN

Vers l'acquisition d'un PET Scan de dernière génération

UNE IMPORTANTE avancée se profile en ce qui concerne la prise en charge du cancer à Oran, avec la prochaine acquisition d'un appareil PET scan (Tomographie par Emission de Positons) de dernière génération, destiné à améliorer significativement le diagnostic et la prise en charge des tumeurs cancéreuses. C'est ce qu'a déclaré, Hadj Boutouaf, directeur local de la Santé et de la Population (DSP).

A ce propos le même responsable a précisé que « nous avons déposé le cahier des charges au niveau du ministère de tutelle et nous avons reçu un avis favorable, avec quelques réserves que nous travaillons à lever », soulignant que ce projet « s'inscrit dans une dynamique de modernisation des équipements médicaux de l'établissement, avec pour objectif de renforcer les capacités de détection précoce et de suivi des cancers ».

Le directeur a également expliqué que le PET scan est un outil de pointe qui permet de localiser avec une grande précision les cellules cancéreuses dans le corps, souvent avant même qu'elles ne soient visibles par d'autres moyens d'imagerie. Ajoutant que c'est une première acquisition pour la wilaya d'Oran.

Ce projet s'inscrit également dans le cadre d'un engagement plus large des autorités sanitaires à améliorer la prise en charge des maladies chroniques graves, notamment le cancer. Le directeur locale de la Santé et de la Population a rappelé que la wilaya d'Oran a bénéficié, au cours des dernières années, d'importants investissements pour améliorer la prise en charge du cancer, notamment, l'acquisition de quatre accélérateurs linéaires pour la radiothérapie et un budget de 2,6 milliards de dinars pour l'achat de médicaments et de consommables, dans le cadre du plan cancer pour l'année 2025, ainsi que la mise en service d'un nouveau service de radiothérapie au niveau du CHU d'Oran, en plus du futur institut du cancer, dont la réception est prévue pour la fin de l'année en cours.

R. R.

ORAN

Générale de la pièce «Les Hommes de la Révolution»

Le public a assisté, dimanche soir à la salle de cinéma «El Saâada» d'Oran, à la représentation en avant-première de la pièce «Les Hommes de la Révolution», écrite et mise en scène par Mohamed Mihoubi.



Cette œuvre met en lumière le parcours héroïque de la lutte du peuple algérien contre le colonisateur français et les actions de résistance durant la glorieuse guerre de libération.
Cette pièce, produite par l'association culturelle «El Amel» d'Oran avec le soutien de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), a été présentée dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse, en présence de membres de la famille révolutionnaire. Elle retrace les principales étapes historiques vécues par l'Algérie, depuis le début de l'occupation française, mettant en avant les sacrifices héroïques du peuple algérien pour recouvrer sa souveraineté nationale, a souligné à l'APS le metteur en scène Mohamed Mihoubi.
Cette œuvre artistique, du genre tragédie révolutionnaire, repose sur un décor mobile comprenant un monument commémoratif et le drapeau national. Elle raconte le quotidien des moudjahidine, leur lutte acharnée contre le colonialisme français et leur martyre sur les champs de bataille.
Le rideau tombe sur une déclaration d'un martyr symbolisant le million et demi de martyrs, transmettant leur testament à la jeunesse pour la préservation de la patrie. Le metteur en scène a adopté une narration linéaire dans la présentation des épopées de la résistance populaire et des événements marquants de la guerre de libération.
Il a aussi eu recours au mime pour illustrer les opérations de résistance, et à des projections vidéo pour transmettre l'intensité des batailles et le quotidien des moudjahidine dans les maquis et lors des réunions des chefs de la Révolution.
«Les Hommes de la Révolution» a réuni sur scène 17 jeunes comédiens issus de la 40e promotion de l'association, laquelle sera diplômée, le 15 juillet prochain, à l'occasion de la Journée mondiale des compétences des jeunes. Cette promotion portera le nom du grand cinéaste défunt Mohamed Lakhdar Hamina (1934-2025), en hommage à cette figure artistique ayant contribué à la gloire du cinéma révolutionnaire, selon la même source.

R. C.

8E FESTIVAL NATIONAL DE LA POÉSIE DE LA JEUNESSE À MOSTAGANEM

Trois jeunes poètes distingués

LES POÈTES Chouaib Koussa (Setif), Mouloud Akrouf (Tizi Ouzou) et Kawthar Farahatia (M›Sila) ont été primés lors de la 8e édition du Festival national de la poésie de la jeunesse, organisé à Mostaganem.
La première place du concours de poésie arabe classique a été attribuée à Chouaib Koussa, suivi par le poète Anouar Boumediene de Skikda et Adel Chetouh de Biskra.
Lors de la cérémonie de clôture, tenue samedi au Théâtre régional Djillali Benabdelhalim, les prix du concours de poésie amazighe ont également été remis à Mouloud Akrouf (Tizi Ouzou) qui a remporté la première place, suivi de Lamine Houta (Batna) à la deuxième place, et de la poétesse Kahina Mehwar (Alger) à la troisième place.
Dans la catégorie de poésie populaire algérienne (melhoun), Kawthar Farahatia (M›Sila) a décroché la première place, suivie de Ahmed Sassefa (Tiaret) à la deuxième place et de Mohamed Rahal (Tebessa) à la troisième place. La cérémonie de clôture de cette manifestation culturelle, qui s'est étalée sur cinq jours et a réuni plus de 80 poètes issus de 32 wilayas, a été animée par de la musique andalouse interprétée par l'Association culturelle Ibn Badja et l'artiste Fayçal Benkrizi. Ces moments musicaux ont harmonieusement accompagné les performances poétiques des participants.
En marge du concours national, une conférence sur la poésie des jeunes a été organisée, avec la participation de professeurs, chercheurs et poètes.



Ce festival, organisé par la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Mostaganem en coordination avec la Ligue locale des activités culturelles et scientifiques pour les jeunes, vise à détecter et promouvoir les talents poétiques, encourager les jeunes poètes, développer leurs compétences linguistiques et stylistiques et rehausser le goût artistique dans les trois genres poétiques.

R. C.

DJANET

La S'beiba fait revivre l'âme du Tassili N'Ajjer

LA «S'BEIBA», une fête ancestrale annuellement célébrée par la population de la wilaya de Djanet, constitue un rendez-vous sacré pour, au-delà de la perpétuation d'un rite séculaires, valoriser le patrimoine culturel du Tassili N'Ajjer et réaffirmer l'attachement à un legs traduisant la bravoure et l'appartenance à une identité communautaire ancrée dans l'histoire de la région.
La perle du désert «Djanet» renoue, à l'avènement du mois de Moharrem (début de l'année hégirienne), avec une des facettes de son patrimoine ancestral, dont la fête culturelle locale de la «S'beiba», un rite jalousement préservé et ressuscité pour exprimer l'attachement à une période historique marquant la liesse populaire après le sauvetage du prophète Moussa de la poursuite du pharaon.
Coïncidant notamment avec la célébration de la fête religieuse de l'Achoura, 10ème jour du mois hégirien de Moharrem, la «S'beiba», confinée par la population locale à l'appellation «Kili T'sibiya» (danse de l'épée), constitue un rite annuel aux diverses symboliques et dimensions spirituelles, visant à confédérer les ksour d'El-Mizane et Azelouaz.
Cette unification de deux anciens quartiers de Djanet s'effectue dans une ambiance culturelle festive, rehaussée par des joutes poétiques rythmées de percussions de tambours, donnant libre cours à une chorégraphie et des danses ancestrales exécutées par des hommes des deux ksour, vêtus de leurs plus beaux costumes traditionnels «Aghelay N Tikmessine».
La S'beiba ou «la danse de l'épée»
La S'beiba ou «la danse de l'épée», ayant au préalable fait l'objet de minutieux préparatifs appelés localement «Timoulaouine», se manifeste par la valorisation de la poésie du verbe joint à une danse exécutée par les participants et devant atteindre son apogée dans une scène de clôture dénommée «Aghelay N Outay».
Celle-ci met aux prises, dans un combat hautement symbolique, les représentants guerriers des deux ksour et se soldant par un pacte de passage d'une année à une autre, scellant aussi le renouvellement d'appartenance communautaire et de préservation d'un rite religieux et culturel très ancien à la fois.
Cette fête, comme veut la tradition, constitue, bien plus qu'une facette de la culture locale, une force d'existence, de raffermissement de la cohésion sociale, d'appartenance et de préservation de la mémoire collective locale et de l'identité nationale.
Le coup d'envoi de la fête annuelle de la S'beiba s'est déroulé dimanche matin au niveau de la palmeraie de Djanet, dans une ambiance «singulière» et une «bonne organisation», en dépit d'une présence «relativement faible» du public, en raison de la forte chaleur, a indiqué à l'APS le commissaire du festival, Nacer Bekkar. Le même responsable a salué la contribution des services de la commune et de la Protection civile dans la facilitation de l'organisation, mais aussi le rôle des médias dans la couverture des différentes étapes de cette manifestation culturelle.

R. C.

REPORTAGE

RÉALISÉ PAR NASSIM MECHERI

VOYAGE AU CŒUR D'UNE AMBITION

L'INDE

UNE PUISSANCE EN MOUVEMENT





Le Vidhana Soudha, siège de l'Assemblée législative du Karnataka.



Le palais de Bangalore.

L'Inde charme, interroge, fascine. Elle est à la fois millénaire et moderne, spirituelle et technologique, chaotique et profondément organisée. Pour un visiteur africain, c'est une immersion dans un univers familier par ses valeurs, mais dépaysant par son énergie brute. C'est dans ce décor à la fois majestueux et bouillonnant que s'est déroulé, du 11 au 18 juin, un voyage de presse réunissant des journalistes représentant les médias venus de tout le continent africain, dont *Le Jeune Indépendant*.

C'est un pays de contrastes saisissants. À New Delhi, les klaxons s'entrechoquent avec les appels à la prière, tandis que les saris colorés ondulent au rythme d'une foule dense et vibrante. À Agra, le marbre blanc du Taj Mahal se teinte de rose au lever du jour, dans un silence presque irréel. Et à Bangalore, les buildings de verre rivalisent avec les temples centenaires, dans un ballet où le passé et le futur se croisent à chaque coin de rue. Derrière la carte postale, un autre récit se dessine : celui d'une Inde ambitieuse, qui renforce discrètement mais résolument ses liens avec l'Afrique. Entre stratégies économiques, coopération technologique, diplomatie régionale et ambitions spatiales, un nouveau chapitre des relations Sud-Sud est en train de s'écrire.

Tout commence à New Delhi, capitale politique et vitrine contrastée de l'Inde. Ici, l'histoire millénaire côtoie les défis du 21e siècle. Sur les larges avenues héritées du Raj britannique, bordées d'arbres centenaires et de bâtiments officiels, se croisent ministres, étudiants, moines, vendeurs ambulants et diplomates du monde entier.

Les couleurs vives des marchés se mêlent aux odeurs entêtantes d'encens et d'épices. Le tumulte incessant du trafic contraste avec la solennité des sites historiques comme la Porte de l'Inde (Gate of India) ou le Qûtb Minâr. À quelques pas de ces monuments, les quartiers modernes affichent les ambitions d'une classe moyenne en expansion, connectée et dynamique. Mais Delhi n'est pas qu'une capitale : c'est un cœur nerveux de l'Inde contemporaine, où se décident les orientations stratégiques d'un pays de 1,4 milliard d'habitants. C'est ici que l'Inde parle au monde et notamment à l'Afrique. Entre réceptions officielles, discussions diplomatiques et échanges entre journalistes, la ville a été le théâtre des premiers jalons d'une relation en mutation.

Le Taj Mahal, symbole de splendeur architectural

UN TOURNANT GÉOPOLITIQUE ASSUMÉ

Face à un monde en recomposition, l'Inde avance ses pions. Puissance émergente du 21e siècle, elle cherche à redéfinir sa place sur l'échiquier mondial. Et dans cette quête, l'Afrique est devenue un partenaire clé.

À New Delhi, les autorités ne cachent plus leur volonté de bâtir une alliance stratégique avec le continent. Plusieurs responsables du ministère indien des Affaires étrangères, rencontrés lors de ce séjour, insistent sur une relation «fondée sur la confiance, l'histoire et les intérêts mutuels». Ils rappellent les grands sommets Inde-Afrique, notamment celui de 2015, et évoquent déjà le prochain, prévu cette année, comme un moment déterminant. L'Inde propose une coopération sans condescendance, en rupture avec les anciennes logiques d'aide. «Nous partageons avec l'Afrique une même expérience de lutte pour l'indépendance et de développement dans un contexte postcolonial», déclare un diplomate indien. L'Inde ne veut pas aider l'Afrique, elle veut construire avec elle.

AGRA : SOFT POWER EN TOILE DE FOND

La visite d'Agra et du Taj Mahal, symbole universel d'amour et de splendeur architecturale, n'est pas qu'un moment touristique. Elle s'inscrit dans une stratégie de soft power assumée. L'Inde, à travers son patrimoine, son cinéma, son yoga et sa littérature, déploie un récit séduisant d'équilibre entre tradition et innovation.

Ce soft power renforce l'image d'une Inde accessible, stable, et culturellement proche de nombreux pays africains. Il prépare le terrain à des coopérations plus stratégiques, là où d'autres puissances mondiales peinent encore à susciter la confiance.

BANGALORE : ENTRE CONQUÊTE SPATIALE ET HÉRITAGE PRINCIER

À Bangalore, tout semble aller plus vite. Capitale de l'État du Karnataka et épicentre technologique de l'Inde, la ville symbolise la modernité pragmatique et ambitieuse que le pays souhaite partager avec ses partenaires africains. C'est aussi ici que la coopération indo-africaine prend une tournure concrète, multisectorielle entre science de pointe, diplomatie régionale et industrie pharmaceutique.

La visite débute dans un lieu inattendu : le Bangalore Palace, ancienne demeure des maharajas, dont l'architecture néogothique évoque plus l'Écosse que le sous-continent. Fresques colorées, meubles d'époque, photos historiques : tout y raconte une Inde royale, mais déjà mondialisée. Ce détour par l'héritage princier donne à voir une Inde qui assume pleinement son passé tout en affirmant sa puissance technologique présente. Plus loin dans la ville, au cœur du pouvoir politique régional, se dresse l'imposant Vidhana Soudha, siège de l'Assemblée législative du Karnataka. À travers nos échanges avec des élus, un message ressort clairement : la coopération avec l'Afrique n'est plus seulement du ressort de l'État central. Les États fédérés indiens, à l'image du Karnataka, entendent eux aussi bâtir des ponts directs avec les pays africains. Urbanisme durable, gouvernance locale, gestion de l'eau : les thématiques sont nombreuses, et les marges d'action réelles. La visite de l'ISRO (Indian Space Research Organisation) ne laisse aucun doute sur les ambitions scientifiques et stratégiques de l'Inde. Dans ce centre discret mais hyperactif, se joue une partie de la souveraineté technologique du pays. Loin d'être une vitrine, l'ISRO est le symbole d'une réussite à l'indienne : innovante, frugale, tournée vers les besoins concrets. Avec des missions comme Chandrayaan (programme lunaire) ou Mangalyaan (mission vers Mars), l'Inde a démontré qu'elle pouvait concurrencer les grandes puissances spatiales à une fraction de leurs budgets. Ces exploits, au-delà de la prouesse technique, s'inscrivent dans une stratégie de puissance douce, accessible aux pays du Sud.

Mais l'ISRO ne regarde pas seulement les étoiles : elle agit sur Terre. Et notamment en Afrique. L'agence a déjà lancé plusieurs satellites pour des pays africains, dont l'Algérie, qui a pu profiter de ses services techniques et de ses capacités de lancement à bas coût. L'agence a déjà aidé l'Algérie à lancer trois satellites en 2016, l'Inde est aujourd'hui un partenaire fiable et technologiquement souverain, loin des dépendances traditionnelles aux États-Unis, à la Russie ou à l'Europe. Les responsables de l'ISRO évoquent également des projets de coopération futurs dans les domaines de la connectivité éducative, des réseaux de télé-éducation, ou encore de la télésanté pour les zones reculées.

Ce qui distingue l'approche indienne, c'est cette capacité à proposer une technologie abordable, modulaire et adaptée aux réalités africaines. En formant des ingénieurs, en partageant son expertise et en évitant toute posture de domination, l'Inde fait de l'espace un terrain de solidarité Sud-Sud, sans renier ses propres intérêts géopolitiques. En bref, avec l'ISRO, l'Inde ne vend pas seulement des fusées : elle propose une vision de l'indépendance technologique partagée et l'Algérie, avec son potentiel spatial croissant, y trouve une opportunité stratégique.



La délégation de journalistes africains reçue au siège de l'ISRO.

L'un des responsables scientifiques rencontrés sur place nous confie : « L'espace est un outil de développement. Nous voulons que les pays africains accèdent aux données climatiques, à la cartographie agricole, à la gestion des ressources en eau ou à l'alerte précoce en cas de catastrophe. » Mais c'est chez Biocon, un des leaders mondiaux de la biotechnologie, que la coopération prend un tournant décisif. Fondée par Kiran Mazumdar-Shaw, figure de l'entrepreneuriat féminin en Inde, l'entreprise est spécialisée dans les biosimilaires ces médicaments à haute valeur ajoutée, essentiels dans la lutte contre des maladies chroniques comme le cancer ou le diabète.

Lors de la visite du site, les dirigeants annoncent une nouvelle majeure : Biocon installera sa première usine africaine en Algérie. Cette future unité de production pharmaceutique, qui sera dédiée à la fabrication de médicaments contre l'oncologie et le diabète, marque une étape stratégique dans les relations économiques entre les deux pays. « Ce projet s'inscrit dans une vision de souveraineté sanitaire partagée », explique un responsable du développement international. « Nous voulons produire en Afrique, pour l'Afrique, avec des partenaires africains. Et l'Algérie a toutes les conditions pour devenir un hub pharmaceutique régional. » Le projet ne s'arrête pas à la fabrication. Biocon prévoit aussi des transferts de technologie, la formation de cadres algériens, et un partenariat avec des universités pour renforcer les capacités locales dans les domaines pharmaceutique et biomédical.

INDE – ALGÉRIE : UN PARTENARIAT ÉQUILIBRÉ

L'Algérie, par son histoire, sa taille et son poids diplomatique, occupe une place de choix dans la stratégie indienne. Les liens historiques notamment via le Mouvement des non-alignés restent un socle solide. Mais aujourd'hui, les coopérations deviennent concrètes : pharmacie, satellites, formation, innovation. L'Algérie est perçue comme un pivot régional, capable de porter une dynamique plus large vers l'Afrique du Nord et le Sahel.

Pour Alger, c'est une opportunité géopolitique claire : diversifier ses alliances, attirer des investissements stratégiques non occidentaux, renforcer sa souveraineté industrielle, et jouer un rôle moteur dans une diplomatie Sud-Sud repensée. Ce voyage en Inde révèle un pays qui avance avec méthode, vision et constance. Loin des effets d'annonce, l'Inde bâtit une relation structurée avec l'Afrique, fondée sur l'innovation, le respect mutuel et des intérêts bien compris. À la différence d'autres puissances, elle ne cherche pas à imposer, mais à convaincre par l'exemple.

Pour l'Algérie comme pour l'Afrique, c'est l'occasion de construire des partenariats équilibrés, où formation, production locale et souveraineté technologique sont au cœur des enjeux. Une alliance d'avenir, à condition qu'elle soit pleinement saisie, des deux côtés.

N. M.

BRICS : L'INDE CLARIFIE SA POSITION SUR L'ALGÉRIE

Lors de la rencontre officielle au ministère indien des Affaires étrangères, la délégation de journalistes africains a été reçue par Arun Kumar Chatterjee, secrétaire consulaire et de la diaspora. Ce dernier a tenu à souligner l'importance des relations bilatérales entre l'Inde et l'Algérie, « L'Algérie est un partenaire solide, fiable et respecté. Elle occupe une place particulière dans notre vision des relations avec l'Afrique, notamment en raison de son histoire, de sa stabilité et de son influence régionale. »

Le responsable a tenu a affirmé que l'Inde n'a jamais été opposée à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS contrairement à certaines spéculations. « Contrairement à certaines rumeurs, l'Inde n'a jamais été opposée à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS. Nous avons toujours soutenu cette initiative. L'Algérie a toute sa place dans cette plateforme multilatérale. »

Ces propos confirment la volonté de New Delhi de renforcer ses partenariats avec les grandes puissances régionales africaines, dans un cadre multipolaire, fondé sur le respect mutuel et les intérêts partagés.

Par ailleurs, interrogé sur la position de l'Inde concernant la question du Sahara occidental, le Secrétaire consulaire a mis en avant l'approche prudente et constructive de son pays. « L'Inde soutient une solution politique mutuellement acceptable, en conformité avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous appuyons les efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU et espérons qu'ils aboutiront à la reprise du dialogue entre toutes les parties concernées. » L'Inde, a-t-il ajouté, reste fidèle à une diplomatie de paix, respectueuse des souverainetés et visant à maintenir la stabilité régionale. **N. M.**

GPT-5 ne serait pas aussi impressionnant que prévu, OpenAI change de stratégie

Les progrès de l'IA commenceraient-ils à ralentir ? C'est en tout cas ce que suggèrent les derniers tests d'Orion, le prochain modèle phare d'OpenAI, qui ne montrerait pas les améliorations spectaculaires auxquelles nous avaient habitués les versions précédentes.

Après avoir révolutionné le monde de l'IA avec ChatGPT fin 2022, OpenAI fait face à un nouveau défi : les limites du scaling. Les employés qui ont testé Orion, nom de code du successeur de GPT-4, rapportent des progrès moins impressionnants qu'attendus. Cette situation pousse l'entreprise à repenser sa stratégie de développement.



Un ralentissement qui pose question

Les premiers tests d'Orion montrent qu'il atteint les performances de GPT-4 après seulement 20% de son entraînement, ce qui pourrait sembler prometteur. Mais le gain final en qualité serait moins spectaculaire que le bond observé entre GPT-3 et GPT-4.

Dans certains domaines comme le code, Orion ne serait même pas systématiquement meilleur que son prédécesseur. Une situation qui tranche avec l'euphorie qui avait accompagné le lancement de GPT-4 en mars 2023. La raison principale ? La disponibilité limitée de données d'entraînement de qualité. OpenAI se retrouve confronté à un problème que les spécialistes redoutaient depuis longtemps : on ne peut pas améliorer indéfiniment les performances uniquement en augmentant la taille des modèles.

Une nouvelle approche en développement

Face à ce constat, OpenAI ne reste pas les bras croisés. L'entreprise a créé une équipe dédiée, baptisée « foundations », chargée d'explorer de nouvelles pistes d'amélioration. L'une des approches envisagées consiste à utiliser des données synthétiques générées par d'autres modèles d'IA. Le modèle pourrait d'ailleurs abandonner la nomenclature « GPT » traditionnelle, signe d'un changement de paradigme. Sam Altman, le PDG d'OpenAI, mise notamment sur la multimodalité comme fonctionnalité phare, permettant au modèle de traiter naturellement texte, images et vidéos.

Les attentes restent néanmoins élevées pour ce nouveau modèle attendu début 2025. Microsoft, partenaire privilégié d'OpenAI, affirme qu'il pourrait « passer les examens de qualification d'un doctorant » et promet des avancées significatives en matière de raisonnement. Ce ralentissement apparent des progrès marque peut-être moins une limite technologique qu'une évolution naturelle vers des améliorations plus qualitatives que quantitatives. Après tout, même les premiers ordinateurs ont connu une phase similaire, passant de bonds spectaculaires en puissance à des optimisations plus subtiles mais tout aussi importantes.

Un mystérieux prototype d'iPhone sans bouton physique fait surface



UN MYSTÉRIEUX prototype d'iPhone équipé de boutons haptiques vient d'être découvert dans un centre de recyclage électronique. Cette trouvaille rare nous offre un aperçu fascinant des expérimentations d'Apple en matière d'innovation tactile.

Le monde des prototypes Apple nous réserve toujours des surprises intéressantes. Cette fois-ci, c'est un modèle baptisé « Vesica Piscis » qui fait surface, situé quelque part entre l'iPhone 13 Pro et l'iPhone 14 Pro. La particularité de cet appareil ? Il embarque une technologie de boutons haptiques qui n'a jamais vu le jour sur les modèles commercialisés.

Un prototype pas comme les autres

Ce mystérieux iPhone se distingue d'abord par son logo arrière inhabituel. Exit la pomme croquée, place à un symbole mathématique formé par l'intersection de deux cercles, le vesica piscis, déjà aperçu sur des prototypes d'AirTag. L'appareil dispose d'un unique bouton de volume allongé, contrairement aux deux touches habituelles. Cette configuration s'inscrivait dans le « Project Bongo », une initiative d'Apple visant à développer des boutons à retour haptique.

Les composants internes révèlent un véritable puzzle technologique, mélangeant des éléments des iPhone 13 Pro et 14 Pro, avec une carte mère totalement inédite. Certaines pièces comme les caméras sont même factices, remplacées par du plastique transparent.

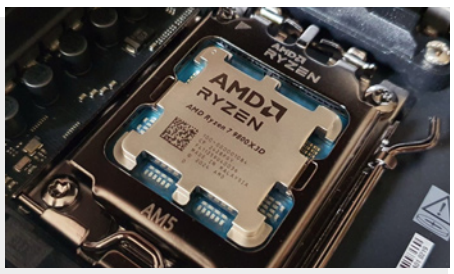
Les dessous du Project Bongo

Le système de boutons haptiques devait initialement équiper toute la gamme iPhone 16. La technologie reposait sur un moteur électromagnétique baptisé « Bongo Haptic Engine », fonctionnant sur le même principe que le Taptic Engine actuel.

Le projet a finalement été abandonné début 2023 suite à des problèmes techniques persistants. Apple n'a pas complètement renoncé aux innovations tactiles puisqu'un nouveau bouton capacitif, développé sous le nom de code « Project Nova », serait prévu pour les futurs iPhone.

Ce prototype nous rappelle qu'Apple n'hésite pas à explorer des pistes audacieuses, même si toutes n'aboutissent pas. Une philosophie qui n'est pas sans rappeler le bouton Home à retour haptique de l'iPhone 7, première expérimentation réussie de la marque dans ce domaine. Qui sait, peut-être que ces boutons haptiques referont surface dans une future génération d'iPhone, une fois la technologie parfaitement maîtrisée ?

Test AMD Ryzen 7 9800X3D : aucun doute, le meilleur joueur, c'est bien lui !



LA SORTIE des Ryzen 9000X en plein cœur de l'été aura été l'occasion d'une petite déception, car leurs performances ludiques n'étaient peut-être pas aussi élevées qu'attendu par certains. Mais pour AMD, rien d'anormal : pour le jeu vidéo, ce sont les processeurs X3D qu'il faut viser, et le Ryzen 7 9800X3D entend remettre les pendules à l'heure. Y parvient-il ?

8 cœurs Zen 5, comme sur le 9700X

Sept mois après la sortie des Ryzen 7000X, AMD avait lancé le Ryzen 9 7900X3D/7950X3D avant de distribuer le Ryzen 7 7800X3D. Les délais sont aujourd'hui raccourcis, et la méthode change un peu. On ne parle plus que de quatre mois d'écart, et c'est le Ryzen 7 9800X3D qui ouvre le bal avec des Ryzen 9 9900X3D/9950X3D qui n'arriveront que plus tard… peut-être en début d'année prochaine.

En revanche, ce qui ne change pas, c'est la philosophie derrière ce 9800X3D. Il s'agit donc toujours de garder un unique CCD, comme sur les 9600X et 9700X, lequel se trouve associé à un die de cache supplémentaire, le fameux 3D Vertical Cache. Vertical, car il est bien question d'empiler les deux dies, mais de manière différente de ce qui était réalisé jusqu'à présent.

Nintendo attaque le streamer qui utilisait des jeux piratés, pas encore sortis et émulés dans ses lives

QU'ONT en commun Zelda: Echoes of Wisdom et Mario & Luigi : Brothership, à part être dans l'écurie Nintendo ? Leur diffusion illégale par le streamer Jesse Keighin, alias EveryGameGuru. Le papa de la Switch le poursuit d'ailleurs en justice, et lui fait risquer jusqu'à 150 000 dollars par infraction et la saisie de son matériel. Si celles et ceux qui se sont déjà frottés à Nintendo s'y sont piqués, cela n'était semble-t-il pas encore le cas des streamers. Et l'on peut dire que pour un coup d'essai, c'est un coup de maître, mais surtout un coup de massue que la firme japonaise a réalisé auprès de l'un d'entre eux : Jesse Keighin, EveryGameGuru pour les intimes.

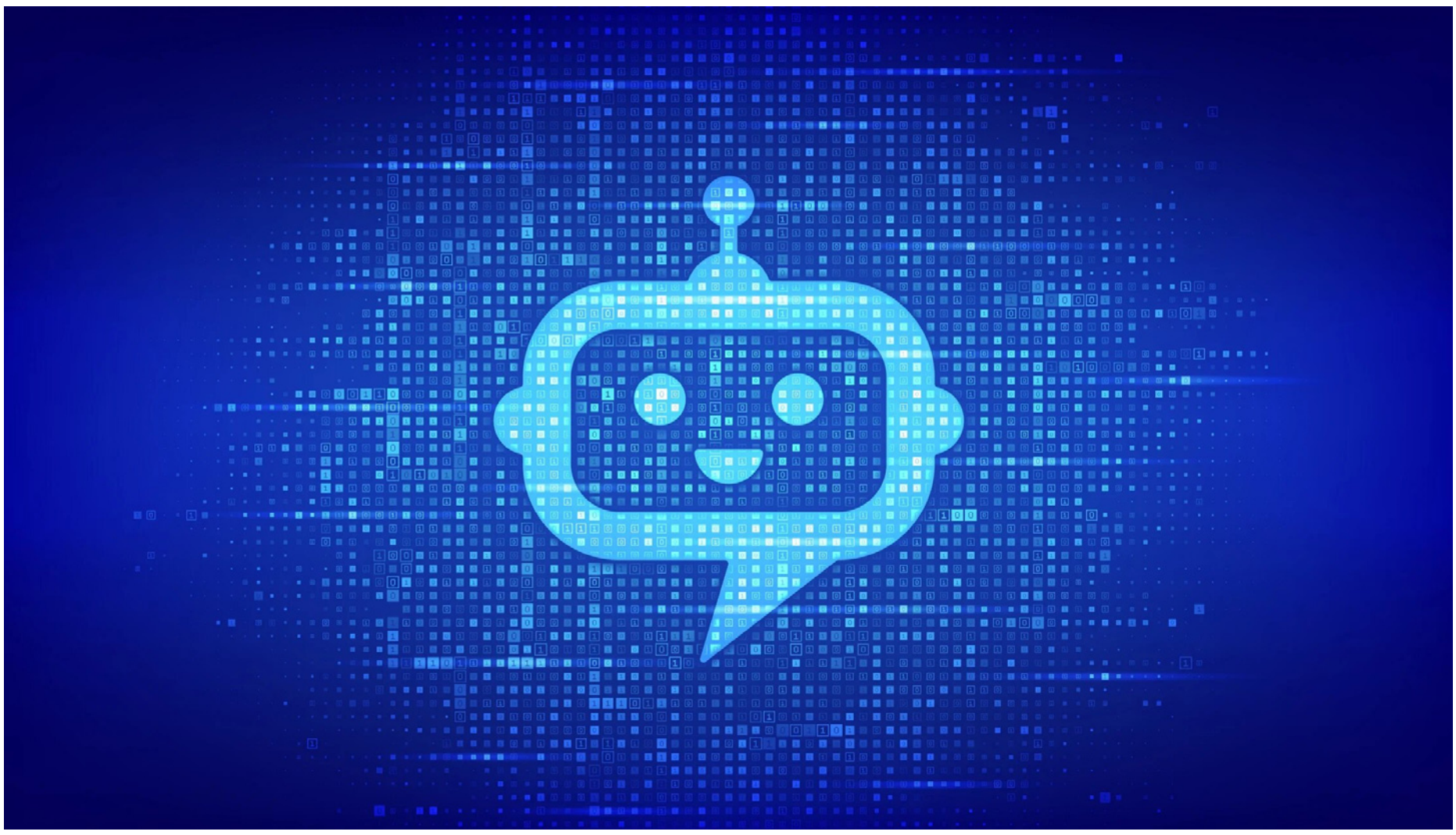
Après avoir obtenu gain de cause contre l'émulateur Yuzu en février dernier, Nintendo s'attaque maintenant au streamer qui diffuse des jeux piratés avant leur sortie et le poursuit pour avoir streamé dix jeux Nintendo non sortis ces deux dernières années. des blockbusters comme The Legend of Zelda: Echoes of Wisdom, Mario & Luigi: Brothership ou encore Super Mario Party Jamboree. Le streamer est resté sourd aux nombreux avertissements et fermeture de ses chaînes YouTube et Twitch, continuant tranquillement ses activités, sans oublier au passage de se payer la tête de Nintendo, en déclarant avoir « un millier de comptes jetables ».

EveryGameGuru, un streamer qui a poussé le bouchon trop loin en diffusant des jeux émulés et piratés

La situation de Jesse Keighin est particulièrement délicate, car il a cumulé les mandats. Non content de diffuser des jeux avant leur sortie, il utilisait des émulateurs comme Yuzu et Ryujinx pour faire tourner des copies piratées sur PC. Pour les profanes, ces logiciels contournent les protections techniques de Nintendo en utilisant des clés cryptographiques obtenues illégalement.

Pour ne rien arranger, le streamer partageait publiquement les liens vers ces émulateurs et les fichiers nécessaires pour les faire fonctionner, pour inciter ses abonnés et spectateurs à pirater à leur tour.

Le fondateur d'Instagram critique l'usage des chatbots IA à des fins purement commerciales



Kevin Systrom, cofondateur d'Instagram, a exprimé des réserves sur les chatbots d'intelligence artificielle, critiquant leur mode de fonctionnement, centré sur l'engagement des utilisateurs plutôt qu'une véritable volonté d'aider. Il a dénoncé une approche similaire à celle des réseaux sociaux.

Lors d'un événement organisé par Startup Grind aux États-Unis, Kevin Systrom, cofondateur d'Instagram, a exprimé ses inquiétudes quant à l'évolution des chatbots d'intelligence artificielle. Selon lui, ces outils privilégieraient davantage « l'engagement » des utilisateurs que l'apport d'une aide vraiment utile — une dérive qui rappelle, selon lui, les mécanismes addictifs utilisés par les réseaux sociaux.

Une stratégie d'engagement questionnée

Systrom a notamment pointé du doigt une pratique courante des chatbots, qui consiste à relancer l'utilisateur avec de nouvelles questions après chaque réponse. « C'est une manière de gonfler artificiellement les indicateurs d'engagement, un procédé que nous connaissons bien dans le monde des réseaux sociaux », a-t-il déclaré.

Sans nommer directement une entreprise, Systrom semble viser les principaux acteurs de l'IA générative, à commencer par OpenAI et ses concurrents, qui misent sur l'interaction continue pour maintenir l'attention des utilisateurs.

Convivialité excessive et critiques de ChatGPT

Cette déclaration intervient dans un contexte où des critiques récurrentes ont émergé concernant la convivialité excessive de ChatGPT, certains utilisateurs estimant que l'IA était trop « amicale » et esquivait les réponses directes.

En réponse, OpenAI a présenté ses excuses, expliquant que ce comportement était le résultat de « retours d'utilisateurs à court terme ». Toutefois, certains observateurs estiment que cette approche vise avant tout à gonfler les indicateurs commerciaux, plutôt qu'à améliorer véritablement les algorithmes.

Systrom, de son côté, considère que ce phénomène ne relève pas d'un simple hasard ou d'une erreur technique, mais d'une stratégie délibérée.

Il critique la « conception axée sur les questions » des chatbots, qu'il analyse comme un moyen de booster des métriques comme « le nombre d'utilisations quotidiennes » et le « temps de présence », au détriment de l'apport d'informations pertinentes et concrètes.

Pour lui, cette tactique rappelle celle utilisée par des plateformes comme Facebook et Instagram durant leur phase de croissance, où l'engagement était l'objectif principal.

Qu'est-ce que MCP (Model Context Protocol) ? Le protocole modèle-contexte, qui lie IA et données, enfin expliqué

MCP est la clé pour libérer le plein potentiel de l'IA en entreprise, dans le cloud et au-delà. Voici pourquoi.

Il y a de fortes chances que, à moins que vous ne soyez déjà plongé dans la programmation de l'IA, vous n'ayez jamais entendu parler de Model Context Protocol (MCP). Mais, croyez-moi, vous en entendrez parler.

Le MCP s'impose rapidement comme une norme fondamentale pour la prochaine génération d'applications alimentées par l'IA. Développé en tant que norme ouverte par Anthropic fin 2024, MCP est conçu pour résoudre un problème central dans l'écosystème de l'IA : Comment connecter de manière transparente et sécurisée de grands modèles de langage (LLM) et des agents d'IA au vaste paysage en constante évolution des données, des outils et des services du monde réel.



La société d'IA Anthropic explique qu'au fur et à mesure que les assistants d'IA et les LLM qui les sous-tendent s'améliorent, "même les modèles les plus sophistiqués sont limités par leur isolement par rapport aux données - piégés derrière des silos d'information et des systèmes hérités. Chaque nouvelle source de données nécessite sa propre implémentation personnalisée, ce qui rend les systèmes réellement connectés difficiles à mettre à l'échelle".

MCP est la réponse d'Anthropic

MCP est la réponse d'Anthropic. L'entreprise affirme qu'elle fournira un "standard universel et ouvert pour connecter les systèmes d'IA aux sources de données, en remplaçant les intégrations fragmentées par un protocole unique". C'est bien beau. Mais de nombreuses entreprises ont prétendu que leur norme universelle serait la réponse à tous vos problèmes technologiques. Cependant, comme le souligne XKCD, si vous avez 14 normes différentes et que vous essayez ensuite de fournir une norme unique pour résoudre les problèmes de tout le monde, vous aurez au final 15 normes différentes.

Ce n'est pas si grave, nous avons déjà des protocoles d'intégration pour l'IA, les programmes et les interfaces de programmation d'applications (API). Pour l'instant, les autres rivaux importants des MCP sont le protocole Agent-to-Agent (A2A) de Google, les outils d'automatisation du flux de travail tels que Zapier et Pica et, bien sûr, des API et de kits de développement logiciel (SDK) propres à chaque fournisseur. Cependant, je pense que MCP deviendra rapidement la norme d'interopérabilité de l'IA.

Qu'est-ce que MCP ?

Je considère MCP comme un adaptateur universel de données d'IA. Comme le dit l'entreprise Aisera, vous pouvez considérer MCP comme un "port USB-C pour l'IA. Tout comme l'USB-C a normalisé la façon dont nous connectons les appareils, le MCP normalise la façon dont les modèles d'IA interagissent avec les systèmes externes.

En d'autres termes, Jim Zemlin, directeur exécutif de la Fondation Linux, décrit MCP comme "une couche de communication fondamentale pour les systèmes d'IA, un peu comme HTTP pour le web".

Plus précisément, MCP définit un protocole standard, basé sur JSON-RPC 2.0. Il permet aux applications d'intelligence artificielle d'invoquer des fonctions, de récupérer des données et d'utiliser des prompts à partir de n'importe quel outil, base de données ou service, par le biais d'une interface unique et sécurisée.

Pour ce faire, il suit une architecture client-serveur avec plusieurs composants clés.

Ces composants sont les suivants

Hôte: L'application alimentée par l'IA (par exemple, Claude Desktop, un environnement de développement intégré (IDE), un chatbot) qui a besoin d'accéder à des données externes.

1% de la population possède 46% de la richesse mondiale !



EN 2013, le patrimoine moyen a atteint 51 600 dollars par adulte, cependant la richesse mondiale est répartie de façon très inégale. En effet, près de la moitié de cette richesse, qui a augmenté de 68 % ces dix dernières années pour atteindre 241 000 milliards de dollars, est détenue par seulement 1% de la population mondiale, selon un rapport publiée par crédit Suisse.
Le pays le plus riche au monde est la Suisse, où le patrimoine moyen des adultes s'élève à 513 000 dollars suivi par l'Australie, la Norvège et le Luxembourg.

Les chats ont plus de 100 cordes vocales !

LES CHATS semblent posséder au moins 10 fois plus de cordes vocales que leurs rivaux canins. Si vous avez des chats, vous savez qu'ils peuvent être très bavards. Les chats sont, en effet, capables d'exprimer plus de 100 vocalisations différentes.
Quand les chats communiquent entre eux, ils ne miaulent pas comme ils le font avec les humains. Ces sons sont destinés aux humains. Selon certains biologistes, les chats ont développé le miaulement comme ils ont été domestiqués et ils ont des tons différents pour diverses demandes. Le miaulement de la faim, le miaulement « Je ne suis pas heureux »… Ces tons se distinguent facilement par l'oreille humaine.
Les chats sifflent ou grognent lorsqu'ils sont en détresse, se sentent menacés ou surpris. Lorsqu'ils sont blessés ou stressés, vous entendrez une clameur indéniable d'agonie.
Le ronronnement d'un chat provient de l'inhalation et de l'expiration de l'air grâce à ses cordes vocales. Alors que les chats ronronnent quand ils sont très malades, il est le plus souvent un signe de contentement.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



En brûlant ostensiblement 20 tonnes de marijuana saisies dans le cadre de plusieurs opérations menée au cours de l'année 2024, la police turque voulait envoyer un message aux trafiquants. Elle n'avait pas imaginé que les fumées provoqueraient des hallucinations et des vertiges chez les populations alentour.

La police brûle 20 tonnes de cannabis : la fumée donne des hallucinations aux riverains

Ce feu géant et en plein air se voulait une démonstration de force, il a tourné au fiasco pour la police. Les faits remontent au 18 avril dernier à Lice, une ville du sud-est de la Turquie.

20 tonnes de cannabis et 200 litres d'essence

L'année 2024 a été riche en saisies de cannabis pour la police turque.
Dans la seule région de Lice, 20 tonnes de stupéfiants ont été saisies. Pour montrer leur détermination et leur intransigeance dans la lutte contre le trafic de drogue, les forces de l'ordre avaient organisé une mise en scène spectaculaire. Les 20 tonnes de drogue avaient été disposées au sol de manière à écrire le nom « Lice », précise la version suisse de 20 Minutes. Le tout a ensuite été incendié à l'aide de 200 litres d'essence. C'est ainsi l'équivalent de 228 millions d'euros de marchandise qui est parti en fumée au cours de cette opération.

« Ce n'est pas professionnel »

Ce que les autorités ne semblent pas avoir anticipé, c'est que ce feu en plein air aurait des conséquences pour une partie des 25 000 habitants de la ville qui en ont respiré les fumées.
Des riverains ont été intoxiqués par ce « nuage psychotrope », rapporte Türkiye Today.
Plusieurs jours après l'embrasement des 20 tonnes de drogue, certains continuaient à se plaindre d'hallucinations, d'étourdissements et des nausées. « Nous n'avons pas pu ouvrir nos fenêtres pendant des jours. Nos enfants sont tombés malades et nous faisons constamment des allers-retours à l'hôpital », témoigne l'un d'entre eux.
« Si les opérations menées par les forces de sécurité [...] sont louables et portent un coup significatif à la production et aux revendeurs de rue, brûler du cannabis dans le centre de la ville n'est pas professionnel », se désole pour sa part Yahya Oger.
Le président de l'association de lutte contre les addictions Green Star milite pour une élimination des stupéfiants en milieu confiné, dans des usines spécialisées.

Mexique

Mexique : Google visé par une plainte après avoir modifié le nom du golfe du Mexique en « golfe d'Amérique »

LE MEXIQUE poursuit Google pour avoir renommé le golfe du Mexique en « golfe d'Amérique » sur Google Maps aux Etats-Unis, suivant un décret de Trump. La présidente mexicaine dénonce une atteinte à la souveraineté
La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé vendredi avoir engagé des poursuites contre Google (Alphabet), accusé d'avoir modifié l'appellation du golfe du Mexique en « golfe d'Amérique » sur son service de cartographie pour les utilisateurs américains.
Cette décision, visible depuis janvier sur Google Maps aux Etats-Unis, fait suite à un décret signé par Donald Trump le 20 janvier. « La plainte a déjà été déposée », a confirmé Claudia Sheinbaum lors de sa conférence matinale, sans en dévoiler les détails juridiques. En février, elle avait averti Alphabet, maison mère de Google, qu'un recours en justice serait enclenché si la mention controversée n'était pas corrigée.

Atteinte à la souveraineté géographique

Le décret de Donald Trump, désormais renforcé par un vote de la Chambre des représentants, ne s'applique pourtant qu'à la portion du plateau continental américain. C'est sur ce point que le gouvernement mexicain, de gauche nationaliste, fonde son action en justice.
« Le gouvernement américain n'appelle que la portion du plateau continental américain le golfe d'Amérique, pas l'ensemble du golfe, car il n'aurait pas l'autorité de nommer l'ensemble du golfe », a rappelé Claudia Sheinbaum, dénonçant une atteinte à la souveraineté géographique.

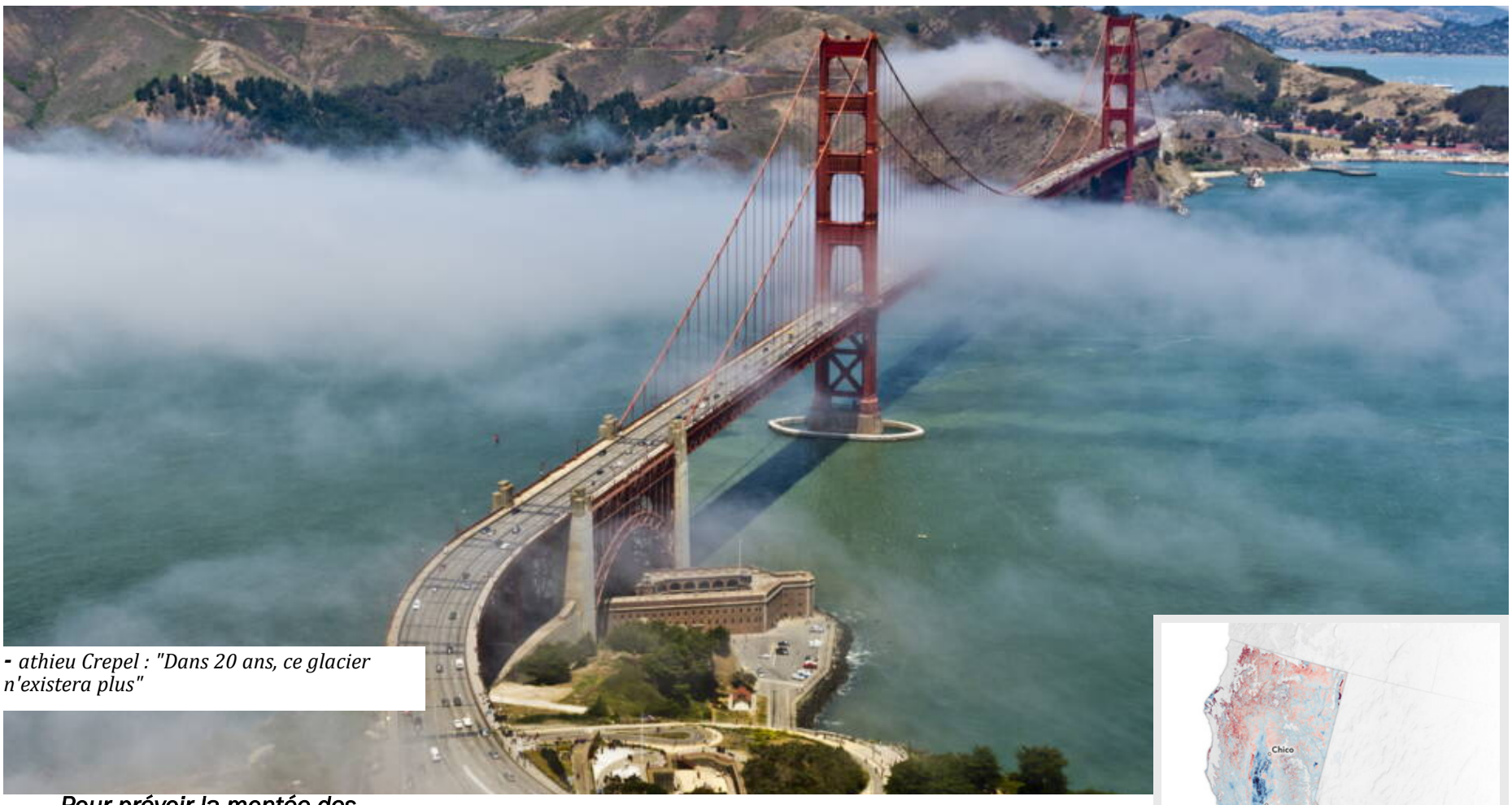
Double mention à l'international

Dans une pique symbolique, Claudia Sheinbaum a suggéré en retour de renommer les Etats-Unis « l'Amérique mexicaine », en référence à une carte d'avant 1848, année du traité de Guadalupe Hidalgo, par lequel le Mexique perdit un tiers de son territoire au profit des Etats-Unis.
A l'international, Google n'a pas opéré de modification aussi radicale. En Europe, notamment en France, le nom « Golfe du Mexique » reste la référence principale sur Google Maps, mais la mention « Golfe d'Amérique »



apparaît désormais entre parenthèses, signalant une tentative d'équilibre sémantique qui peine à convaincre Mexico.

La Californie sous les eaux? Des scientifiques de la NASA tracent une carte précise de l'affaissement des sols



- athieu Crepel : "Dans 20 ans, ce glacier n'existera plus"

Pour prévoir la montée des eaux, il ne suffit pas de surveiller la fonte des glaces et le gonflement de l'océan sous l'effet de la chaleur : les terres situées le long des côtes s'affaissent et se soulèvent par endroits. Une équipe de la NASA s'est penchée sur le cas de la Californie (Jet Propulsion Laboratory)

D'ici à 2050, le niveau de la mer en Californie devrait augmenter de 15 à 37 centimètres par rapport aux niveaux de l'an 2000. Si la fonte des glaciers et des calottes glaciaires ainsi que le gonflement de l'océan sous l'effet de la chaleur en sont les principaux facteurs, ce ne sont toutefois pas les seuls.

"Dans de nombreuses régions du monde, à l'instar du sol analysé sous San Francisco, la terre descend plus vite que la mer ne monte", a ainsi déclaré le Dr Marin Govorcin, chercheur en télédétection, dans un communiqué du Jet Propulsion Laboratory (NASA) où il exerce, en collaboration avec l'Agence américaine d'observation atmosphérique (NOAA).

Son équipe est à l'origine d'une étude publiée fin janvier dans la revue Science Advances (M. Govorcin et al., 2025) combinant des données issues d'un radar satellite (Sentinel-1 de l'Agence spatiale européenne) et d'un système mondial de navigation (GNSS) afin de suivre les mouvements d'élévation et d'affaissement de plus de 1 600 kilomètres de la côte californienne, centimètre par centimètre.

Une estimation de montée des eaux doublée

Les auteurs de l'étude ont ainsi repéré les "points chauds" – notamment les villes, les plages et les aquifères (roches gorgées d'eau douce) – les plus exposés à la montée des eaux à l'heure actuelle et dans les décennies à venir

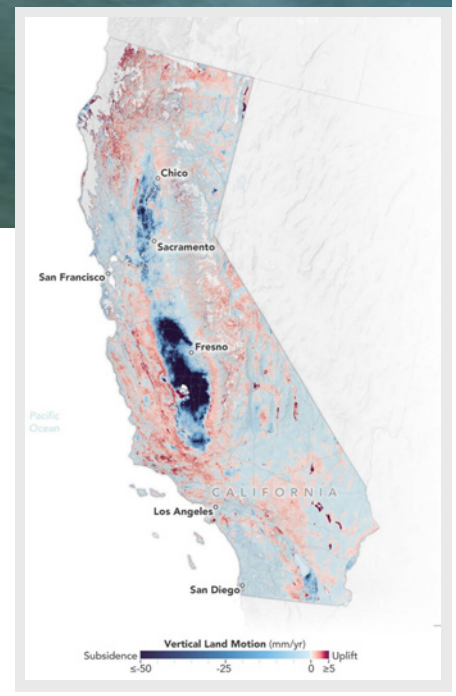
En se concentrant sur la région de la baie de San Francisco (San Rafael, Corte Madera, Foster City et Bay Farm Island), ceux-ci ont constaté que les terres s'affaissaient à un rythme régulier de plus de 10 millimètres par an, principalement en raison de la compaction des sédiments.

Or, si l'on tient compte de cet affaissement dans les parties les plus basses de ces zones, le niveau de la mer pourrait alors s'élever de plus de 45 centimètres d'ici à 2050, ont-ils calculé. C'est plus du double de l'estimation régionale de 19 centimètres, basée uniquement sur les données des marégraphes (appareils de mesure en mer).

Injection de fluides vs. pompage d'eau souterraine

Toutes les zones côtières de Californie, cependant, ne s'enfoncent pas. Les chercheurs ont par exemple identifié des points chauds de soulèvement de plusieurs millimètres par an au niveau du bassin d'eau souterraine de Santa Barbara, qui se reconstitue régulièrement depuis 2018, ainsi qu'à Long Beach, où l'extraction et l'injection de fluides ont lieu dans le cadre de la production de pétrole et de gaz.

Le long de terrains côtiers accidentés (montagnes de Big Sur en aval de San Francisco, péninsule de Palos Verdes à Los Angeles), l'équipe a repéré des zones locales de mouvement vers le bas associées à des "glissements de terrain à évolution lente".



En Californie du Nord, ils ont également constaté des tendances à l'affaissement dans des zones où l'érosion a probablement joué un "rôle clé".

Au centre de l'État, dans les parties de la vallée centrale qui s'affaissent rapidement (jusqu'à 20 centimètres par an), les mouvements sont en revanche influencés par le pompage des eaux souterraines, pointe l'étude.

C'est en effet l'une des principales causes de subsidence, c'est-à-dire d'effondrement des sols à travers le monde.

Découverte du plus grand lac thermal souterrain du monde à 100 mètres de profondeur en Albanie

EN 2024, des chercheurs tchèques ont confirmé une intuition qu'ils avaient depuis trois ans. Le lac thermal souterrain qu'ils ont trouvé dans le sud de l'Albanie est bien le plus grand du monde en son genre.

Une large colonne de vapeur au-dessus des montagnes leur avait mis la puce à l'oreille. En 2021, alors qu'ils exploraient la région albanaise de Leskovik, une équipe de recherche tchèque financée par la Fondation Neuron est tombée sur une très grande étendue d'eau, sous terre. Au fond d'un abysse de 100 mètres, ce qui semblait être un vaste lac thermal les attendait, rapporte Live Science. Mais l'équipe manquait alors d'outils pour mesurer cette étendue d'eau. En 2024, les scientifiques y sont retournés pour confirmer leur intuition : il s'agit du plus grand lac thermal souterrain du monde.

"Lors de notre exploration initiale, nous avions créé une carte simple de l'endroit avec nos quelques outils et avions très vite réalisé que nous venions de découvrir quelque chose d'extraordinaire", a confié Richard Bouda, l'un des membres de l'expédition, à Euronews. Grâce à des outils de mesure plus précis, l'équipe Neuron – qui publie un compte rendu de l'expédition sur son site internet, en tchèque – a pu confirmer cette découverte exceptionnelle. Le lac de la vallée Vromoneri, au sud de l'Albanie, mesure 138 mètres de long pour 42 mètres de large. Il contient environ 8 335 m³ d'eau chaude. À titre de comparaison, les deux plus grands lacs thermaux situés en surface, le Frying Pan Lake en Nouvelle-Zélande et le lac Héviz, en Hongrie, contiennent respectivement 200 000 m³ et 71 000 m³ d'eau.

Une découverte rendue possible grâce à des outils de mesure de pointe

Si les scientifiques ont pu mesurer le lac, qu'ils ont baptisé Neuron, avec précision, malgré sa localisation en profondeur au cœur d'une montagne, c'est grâce à un scanner LiDAR. L'instrument utilise des rayons lasers pour estimer les distances et créer des modèles 3D de ce qu'il mesure.

"Nous travaillons aussi avec des hydrologues pour analyser la partie immergée du lac, avec un sonar", explique Richard Bouda. Les recherches autour du lac thermal sont loin d'être terminées. Les scientifiques voudraient désormais comprendre comment la cavité qui l'entoure s'est formée. Selon les premiers éléments relevés, l'eau du lac est saturée de sulfure d'hydrogène qui, au contact de l'air, s'oxyde et crée de l'acide sulfurique. Il semble que cet acide ait lentement dissous la roche calcaire pour la transformer en gypse.

Les chercheurs espèrent avoir l'occasion d'explorer davantage la cavité et le lac

Il est fort probable que les géologues du monde entier soient désormais attirés par cette partie de l'Albanie pour venir y faire des recherches. Mais si les chercheurs n'ont découvert le lac qu'il y a quatre ans, ce n'est pas dû au hasard.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Angine : virale, bactérienne, durée, symptômes, contagieux ?

Mal de gorge, fièvre, toux, douleurs lorsqu'on avale... Il s'agit peut-être d'une angine. Celle-ci peut-être bactérienne, virale, rouge ou blanche. Pour le savoir, il faut réaliser un test rapide (trod). Quels sont les symptômes ? Est-ce contagieux ? Quelle durée ? Comment la soigner ? L'essentiel.

L'angine correspond à une inflammation des amygdales (les deux amygdales sont situées au fond de la gorge) fréquente en France. Chaque année, 9 millions d'angines sont diagnostiquées. L'angine peut être rouge ou blanche selon l'aspect et la couleur des amygdales. Elle peut être soit virale (due à un virus), soit bactérienne (dur à une bactérie, le plus souvent un streptocoque). Il est important de bien faire la distinction entre l'angine virale et bactérienne lors du diagnostic car le traitement est différent. Pour cela, le médecin pratique un test de diagnostic rapide (TROD angine). Quels sont les symptômes d'une angine ? Quelle est la durée d'une angine ? Comment la soigner ? Peut-on guérir rapidement ? Quand et qui consulter ? L'essentiel à savoir.

Définition : qu'appelle-t-on une angine ?
L'angine désigne une inflammation des amygdales et du pharynx. La plupart du temps sans gravité, elle peut toucher n'importe quel individu, dès l'âge de 2 ans. Les amygdales se développent pendant la seconde année et jouent un rôle dans la lutte contre les infections. Il s'agit du premier barrage aux virus et aux bactéries. Elles sont au nombre de deux et sont localisées dans le fond de la gorge. L'angine se caractérise par des douleurs au niveau de la gorge et par de la fièvre. Elle est souvent associée à d'autres symptômes comme une toux ou des troubles digestifs.

Angine ou Covid : symptômes, Omicron, BA5, toux, savoir ?
Très fréquente en hiver, l'angine, blanche ou rouge, peut entraîner des symptômes similaires au Covid (Omicron ou BA5). Mais les deux maladies ont aussi de grosses différences. Fièvre, toux, mal de gorge… Comment savoir ce que l'on a ? Faire la différence entre les deux ? Quand consulter ?

Virale ou bactérienne : quels sont les deux types d'angine ?

Il existe deux types d'angine :
L'angine bactérienne, due à une bactérie, le plus souvent un streptocoque (streptocoque A, B).
L'angine virale, due à un virus (adénovirus, entérovirus, virus d'Epstein-Barr, virus de l'herpès...). L'angine virale est la plus fréquente : 75% des angines sont virales chez les enfants et près de 90% des angines sont virales chez les adultes.
Qu'elle soit virale ou bactérienne, l'angine peut être rouge ou blanche en fonction de la couleur des amygdales lors de l'inflammation.

Angine à streptocoque A : symptômes, c'est quoi ?
L'angine à streptocoque A dite "streptococcique" est une angine bactérienne qui peut toucher l'enfant et l'adulte. Habituellement soignée par antibiotiques, elle peut se compliquer quand le streptocoque se déplace ailleurs que dans la gorge. Des cas inquiétants dont 3 décès sont rapportés en France en décembre.

C'est quoi une angine blanche ?
L'angine blanche se caractérise par des amygdales recouvertes d'un enduit blanchâtre.

Angine blanche (points blancs dans la gorge) :
se soigner
L'angine blanche est également connue sous le nom d'angine érythémato-pultacée, une expression médicale qui
signifie qu'en plus d'être rouge, elle s'accompagne de petits points blancs sur la surface de l'amygdale. Bactérienne, elle doit être soignée avec des antibiotiques.

C'est quoi une angine rouge ?
L'angine rouge se caractérise par des amygdales volumineuses et rouges. L'angine rouge est parfois appelée une angine érythémateuse.
Angine rouge : durée, contagion, symptômes, traitement. L'angine rouge correspond à une infection locale du pharynx qui provoque un mal de gorge aigu. Les amygdales sont de couleur rouge vif. Quelle différence avec une angine blanche ? Est-ce contagieux ? Quels symptômes typiques ? Quelle cause ? Le bon traitement ? Photo et conseils pour la soigner.

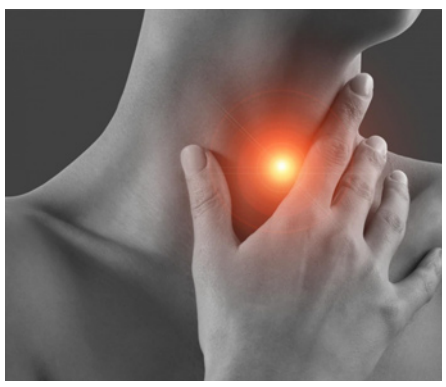
C'est quoi une angine herpétique ?
Angine herpétique : causes, durée, solutions
L'angine herpétique se présente comme une angine banale, avec l'apparition brutale sur les amygdales de vésicules, qui en se rompant, se transforment en petites ulcérations. Le traitement est uniquement de confort associant réhydratation et soins de bouche.

Il y a d'autres types d'angines :

L'angine vésiculeuse (si les amygdales présentent des vésicules)
L'angine ulcéreuse (si les amygdales présentent des ulcérations)
L'angine pseudomembraneuse
(si les amygdales présentent des pseudomembranes, liquide sécrété par une muqueuse enflammée)

Quelles sont les causes d'une angine ?
► Les causes d'une angine virale est causée par un virus (adénovirus, entérovirus, virus d'Epstein-Barr, virus de l'herpès...). Elle se transmet très facilement par voie aérienne (lorsqu'une personne contaminée tousse, éternue ou postillonne) ou par contact, après avoir touché un objet manipulé par une personne malade par exemple. C'est l'angine la plus fréquente, notamment à l'âge adulte. 75 à 90% des angines sont virales chez les adultes.
► Les causes d'une angine bactérienne est causée par une bactérie de la famille des streptocoques. Elle s'avère plus fréquente chez l'enfant que chez l'adulte. En effet, 30% des angines sont bactériennes chez l'enfant, tandis que seulement 10% des angines sont bactériennes chez l'adulte.

Scarlatine : symptômes, boutons, est-elle contagieuse ?
La scarlatine (ou fièvre écarlate) est une maladie infectieuse causée par une bactérie streptocoque de groupe A qui



entraîne des symptômes comme une angine, des boutons, une langue rouge... Est-elle contagieuse ? Quel traitement ? Photo des boutons et infos.

L'angine est-elle contagieuse ?
"Les deux types d'angines (virale et bactérienne) sont contagieux, et les mesures d'hygiènes classiques s'imposent pour éviter la transmission du virus ou de la bactérie", rappelle le Docteur Richard Handschuh, médecin généraliste. Parmi les conseils de prévention à avoir en tête :

se laver régulièrement les mains avec de l'eau et du savon,
tousser ou éternuer dans un mouchoir à jeter ensuite ou se couvrir la bouche, surtout en présence de personnes fragiles (personnes âgées, enfants, bébé).

Quels sont les symptômes d'une angine ?
Quelle soit blanche ou rouge, l'angine entraîne :
des maux de gorge,
des difficultés à déglutir,
de la fièvre
une rhinite
coloration rouge des amygdales dans le cas d'une angine rouge ou amygdales recouvertes d'un enduit blanchâtre dans le cas d'une angine blanche.
parfois, des douleurs abdominales et une diarrhée (chez l'enfant)
des ulcérations des gencives et de l'intérieur des joues
Dans les cas d'une angine virale :
toux sèche
enrouement

Dans le cas d'une angine bactérienne :
un gonflement et une douleur des ganglions lymphatiques au niveau du cou
absence de toux
fièvre supérieur à 38°C
augmentation de volume des amygdales.
Gonflement de la luette (uvulite) : symptômes, causes, que faire ?
La luette est un organe situé au fond de la gorge, à la base du voile du palais. Le gonflement de la luette peut avoir plusieurs causes : ronflement, angine, infection, herpès ou papillome… Qui et quand consulter ? Quels sont les symptômes et les traitements ? Le point avec le Dr Jean Abitbol, ORL.

Quelle est la durée d'une angine ?
"Dans les deux cas, il faut compter une dizaine de jours jusqu'à guérison complète" précise notre spécialiste.

Quand consulter en cas de symptômes évocateurs d'une angine ?
"Face aux symptômes d'une angine, il est préférable de consulter un médecin de manière à déterminer avec certitude, grâce au test, de quel type d'angine il s'agit et ainsi obtenir un traitement adapté" conseille le Docteur Handschuh. De plus, si le mal de gorge s'accompagne d'une fièvre de plus de 38,5°C pendant plus de 24 heures, ou s'il n'y a pas de fièvre mais que la douleur persiste pendant plus de 48 h sans amélioration, la visite chez le médecin s'impose.

Comment pose-t-on le diagnostic d'une angine ?
Pour identifier clairement le type d'angine (bactérienne ou virale), il existe un test rapide d'orientation diagnostique de l'angine (TROD angine) : le médecin réalise un prélèvement des muqueuses sur le amygdales, à l'aide d'un long coton-tige. Il y ajoute ensuite quelques gouttes de réactif, qui permet en quelques minutes de déterminer si l'origine de l'angine est virale ou bactérienne. Ce test peut aussi être réalisé en pharmacie depuis 2016. Il est mis gratuitement à disposition des médecins généralistes, des pédiatres et des ORL par l'Assurance Maladie, dans l'objectif d'éviter la prescription inutile d'antibiotiques. Le prélèvement obtenu par écouvillonnage au niveau des amygdales et du pharynx est mis en contact avec les réactifs inclus dans la boîte du test. Le résultat, lu au bout de quelques minutes, devra être fourni au patient sous forme écrite.

Si le patient se présente à la pharmacie avant une consultation médicale, un test positif doit l'amener à consulter son médecin traitant.
S'il se présente à la pharmacie avec une ordonnance dite "conditionnelle d'antibiotique" du médecin pour faire le test et que le test est positif, le pharmacien peut lui délivrer l'antibiotique prescrit (le pharmacien est rémunéré 6 euros pour la réalisation de ce test et 7 euros si le patient se présente à la pharmacie avec une ordonnance et que le test est négatif). Les raisons pour lesquelles l'antibiotique prescrit n'est pas dispensé devront alors êtres expliquées au patient.
Ces tests ne dépisteraient pas toutes les angines bactériennes. Seul un examen clinique effectué en complément par un médecin permettrait de faire le bon diagnostic.

Quel est le traitement pour guérir d'une angine ?
Dans le cas d'une angine virale, il faudra simplement faire preuve de patience, comme lors d'un rhume. Des antalgiques permettront néanmoins de soulager la douleur, notamment ressentie à la déglutition. S'il s'agit d'une angine bactérienne, un traitement par antibiotique est nécessaire pour guérir rapidement. C'est le seul cas où les antibiotiques sont indiqués : ils sont inefficaces en cas d'angine virale. Au contraire, leur utilisation abusive ne ferait que renforcer la résistance des bactéries aux antibiotiques ! En outre, il ne faut pas piocher dans sa pharmacie une boîte d'antibiotiques prescrite il y a quelques mois. Les antibiotiques ne doivent jamais être pris sans prescription ! De même, l'automédication n'est jamais anodine : l'identification du type d'angine est primordiale,
"Depuis quelques années, la prise d'anti-inflammatoires est vivement déconseillée face à un tableau infectieux qui n'est pas clairement identifié. Dans le cas d'une angine bactérienne, ces médicaments peuvent s'avérer dangereux et provoquer des abcès de la gorge. En revanche, si on a la certitude que l'angine est virale, on peut donner des anti-inflammatoires stéroïdiens (type cortisone)."

BIEN-ÊTRE

Les vestiges d'un monde perdu découverts sous la glace de l'Antarctique

Les roches les plus anciennes des monts Transantarctiques conservent les traces d'un monde disparu, bien antérieur à la naissance même de cette imposante chaîne. Il aurait été modelé par des forces tectoniques et climatiques au fil des âges, expliquent des scientifiques américains.



l'Antarctique, le garde-manger des baleines

Dans les profondeurs glacées de l'Antarctique sommeillent des montagnes oubliées, vestiges d'un passé géologique tumultueux que la science commence à peine à décrypter. Une équipe de chercheurs américains vient de mettre au jour l'histoire méconnue des monts Transantarctiques, une chaîne montagneuse de 3 500 kilomètres de long, dont les origines remontent à des centaines de millions d'années, explique le site Interesting Engineering, lundi 2 juin. "Ce que nous avons découvert remet en question notre vision de l'évolution du continent", affirme le géologue Timothy Paulsen de l'Université du Wisconsin à Oshkosh, co-auteur de l'étude avec le spécialiste en thermochronologie Jeff Benowitz de l'Université du Colorado à Boulder.

Sous le plateau polaire immobile, c'est la chronologie de tout un enchevêtrement d'événements survenus durant diverses périodes glaciaires, qui refait surface.

Des transformations topographiques par étape

Pour en apprendre davantage sur la chaîne transantarctique et ses mouvements, les chercheurs ont commencé par analyser la chimie interne de roches ignées provenant de leur socle. Vieilles de centaines de millions d'années, ces dernières forment une frontière physique et géologique entre la croûte stable de l'Antarctique de l'Est et la zone tectonique active de l'Ouest. En reconstituant l'évolution température-temps de ces roches, ils ont identifié plusieurs cycles d'édification et d'érosion de montagnes, témoins d'un passé tectonique intense.

Plus surprenant encore, ces épisodes de soulèvement et de désagrégation semblent coïncider avec d'importantes réorganisations des plaques tectoniques autour du continent.

Une intrigante influence sur le relief et le climat

Les données apportent également la preuve supplémentaire de l'existence d'une période glaciaire majeure il y a environ 300 millions d'années. Ces événements ont modelé un relief complexe sous la glace, influençant probablement les cycles glaciaires ultérieurs. "Nos résultats suggèrent que les roches de base des monts Transantarctiques ont connu plusieurs phases de construction de montagnes suivies d'érosion, effaçant localement les strates les plus anciennes", précise Timothy Paulsen.

Au-delà du simple intérêt géologique, cette découverte éclaire les mécanismes qui ont façonné le paysage moderne de l'Antarctique. Le lien entre tectonique, relief et climat pourrait aider à mieux comprendre l'évolution des calottes glaciaires et leur impact sur les océans.

Fonte des glaciers: une menace bien plus grave que prévu pour la planète

SELON une étude publiée dans "Science", les glaciers pourraient perdre jusqu'à 76 % de leur masse d'ici les prochains siècles si le réchauffement climatique se poursuit. Ces géants de glace sont essentiels à l'équilibre climatique et à l'accès à l'eau douce, mais fondent à un rythme alarmant, avec des conséquences dramatiques pour des milliards de personnes.

Les glaciers sont plus vulnérables au changement climatique qu'on ne le pensait, rapporte jeudi une étude qui prévient que les trois-quarts de leur masse pourraient disparaître dans les siècles à venir si rien ne change, une fonte qui aurait des conséquences dramatiques. Ces géants de glace constituent d'importants régulateurs climatiques et jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement en eau douce de milliards de personnes.

Alimentée par la hausse des températures mondiales causée par les activités humaines, leur fonte met en péril ces ressources et aggrave la montée du niveau des mers, menaçant de nombreuses populations. L'étude, réalisée par une vingtaine de scientifiques internationaux et publiée dans la prestigieuse revue Science, offre la vision la plus détaillée à ce jour des risques encourus (H. Zekollari et al. 2025).

Selon cette analyse effectuée grâce à huit modèles climatiques, la fonte des glaciers mondiaux serait sur le long terme bien plus importante qu'escompté, notamment dans le cas où le monde maintiendrait sa trajectoire actuelle de réchauffement climatique, avec une perte estimée de 76 % des glaces actuelles.

Une perspective très sombre qui s'accompagne toutefois d'un "message d'espoir", le glaciologue Harry Zekollari de la Vrije



Universiteit Brussel en Belgique. Car dans le cas où l'humanité parviendrait à maintenir la hausse des températures sous le seuil des 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, conformément à l'accord de Paris sur le climat, plus de la moitié de la masse actuelle des glaciers serait préservée, selon leurs projections.

Des disparités régionales inquiétantes

Cet appel à l'action intervient à la veille de l'ouverture vendredi à Douchanbé, capitale du Tadjikistan, d'un sommet de l'ONU dédié aux glaciers. Selon la communauté scientifique, le monde s'est déjà réchauffé d'au moins 1,2 °C et pourrait atteindre les +2,7 °C d'ici 2100 sous les politiques climatiques existantes.

Cette hausse des températures se reflète de manière disproportionnée en altitude, l'augmentation de la température moyenne de l'air au-dessus des glaciers étant 80 % plus importante que l'augmentation globale, selon l'étude. Ses effets délétères se feront ressentir sur le très long terme, prévient l'étude. Ainsi, même si le monde cessait immédiatement ses émissions polluantes, les glaciers continueraient de fondre de façon conséquente, l'étude évaluant à 39 % la perte globale de leurs glaces dans un tel scénario.

Répartis à travers le globe, les glaciers ont déjà perdu environ 5 % de leur volume depuis le début du siècle, avec des grandes disparités régionales : de -2 % en Antarctique à -40 % dans les Alpes. Dans ce massif montagneux européen comme dans les Rocheuses américaines et canadiennes, les glaciers sont davantage vulnérables en raison notamment de leur localisation, leur taille et leur altitude.

Mercredi en Suisse, un glacier s'est effondré à la suite d'éboulements de roches ayant partiellement détruit un village, un événement spectaculaire dont les causes – qui pourraient être géologiques comme climatiques – restent à déterminer.

Des effets déjà visibles

Selon l'étude, les glaciers pourraient perdre la majorité de leurs glaces, avec une perte de volume de 85 % à 90 % estimée dans le cas où la hausse des températures serait contenue sous les +2 °C, l'un des objectifs de repli de l'accord de Paris. Ceux situés dans les pays scandinaves devraient quant à eux totalement disparaître.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:16	12:34	16:26	19:51	21:37
CONSTANTINE	03:23	12:39	16:29	19:54	21:39
ALGER	03:40	12:53	16:43	20:07	21:51
OUARGLA	03:51	12:44	16:24	19:48	21:23
CHLEF	03:46	13:00	16:50	20:15	21:59
MOSTAGANEM	03:52	13:05	16:54	20:19	22:02
ORAN	03:56	13:08	16:57	20:21	22:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8230 – MARDI 8 JUILLET 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	23°
Oran	28°	23°
Constantine	35°	20°
Ouargla	44°	28°

THÉÂTRE DE LA MÉMOIRE

Le sacrifice de Ben Dhiba émeut Mostaganem

A l'occasion du 63e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse, la ville de Mostaganem a vibré, en début de semaine, au rythme d'un hommage théâtral profondément émouvant, dédié au martyr Ben Ayad Ben Dhiba. Plus qu'un simple spectacle, l'événement a offert une plongée poignante dans la mémoire nationale, mettant en lumière la dignité silencieuse des héros oubliés, indique un communiqué de la wilaya.


Plus qu'un simple spectacle.

Dans une ambiance chargée d'émotion, empreinte de respect et de solennité, le parc de loisirs Mostaland a accueilli une grande représentation théâtrale intitulée : «L'épopée du martyr Ben Ayad Ben Dhiba «. Mise en scène par l'Association El-Maddah pour le théâtre et les arts, la pièce a réuni un public nombreux composé de citoyens, familles, autorités locales, ainsi que du wali de Mostaganem, M. Ahmed Boudouh, des membres des forces de sécurité, des représentants de la famille révolutionnaire et des parlementaires.

Bien au-delà d'un simple divertissement, la pièce s'est imposée comme une immersion dans l'âme patriotique du pays, à travers la figure de Ben Ayad Ben Dhiba, natif de Mostaganem, né le 22 février 1923.

Ancien ouvrier au port, puis élu délégué des travailleurs, il s'est engagé dans le Parti du Peuple Algérien, avant de rejoindre les rangs de l'organisation secrète du FLN. Il joua un rôle central dans la formation des premières cellules de fedayins (guérilleros) à Mostaganem, menant plusieurs opérations audacieuses en 1956, notamment contre des établissements coloniaux. Mais son combat fut brutalement interrompu : arrêté par l'armée coloniale française, il fut torturé à mort le 28 juillet 1959, sans jamais trahir ses compagnons ni révéler aucun secret. Un héros de l'ombre, fidèle à sa cause jusqu'au bout, rappelle le communiqué.

À l'issue de la représentation, le wali de Mostaganem s'est levé pour saluer le travail artistique et mémoriel de la troupe. Il a souligné l'importance de ce type d'initiatives, qui permettent de raviver la mémoire des martyrs tout en sensibilisant les jeunes générations à l'histoire de la lutte pour la liberté.

Enfin, la famille du martyr, originaire du quartier historique de Tigditt, a été officiellement honorée lors de cette soirée, comme un hommage solennel à l'un des enfants fidèles de l'Algérie libre, conclut le communiqué.

Brahim Mazi

TEBBOUNE A REÇU L'AMBASSADEUR DE JORDANIE

Des relations au meilleur niveau

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie, M. Chaker Attallah El Amouch, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission diplomatique en Algérie. L'audience s'est déroulée au Palais présidentiel, en présence du directeur de Cabinet à la Présidence, M. Boualem Boualem, et du conseiller diplomatique auprès du Président, M. Amar Abba, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. A l'issue de cette rencontre, l'ambassadeur jordanien s'est exprimé devant la presse pour saluer l'excellence des relations entre les deux pays. «Je peux affirmer que les relations algéro-jordaniennes sont aujourd'hui à leur meilleur niveau et le resteront pour toujours, sous la conduite de Sa Majesté le Roi Abdullah II ibn Al Hussein et du président Abdelmadjid Tebboune «, a déclaré M. El Amouch. Il a également transmis au chef de l'État les salutations personnelles de Sa Majesté le Roi Abdullah II, ainsi que ses vœux de prospérité, de stabilité et de développement pour l'Algérie, qualifiée de «pays frère «. Durant son mandat, l'ambassadeur El Amouch a œuvré au rapprochement des positions politiques et diplomatiques entre Alger et Amman, tout en encourageant les échanges économiques, culturels et sécuritaires. Les deux pays partagent une convergence de vues sur de nombreuses questions régionales, notamment la cause palestinienne, la situation au Moyen-Orient et les dossiers arabes prioritaires.

M. D.

CAN FEMININE

L'Algérie défait le Botswana et démarre sa campagne avec force

LA SÉLECTION algérienne féminine de football, a réussi ses débuts à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024 (décalée à 2025), en battant le Botswana 1-0 (mi-temps : 1-0), en match disputé dimanche soir, comptant pour la 1re journée (Gr.B). L'Algérie a lancé sa CAN féminine 2024 par une victoire précieuse mais poussive face au Botswana (1-0) dans le groupe B, grâce à un but signé Ghoutia Karchouni. Si les trois points sont dans la poche, les Vertes ont montré des limites, notamment en seconde période, qui devront être corrigées avant d'affronter la Tunisie et surtout le Nigeria, ogre du groupe.

Les Algériennes ont inscrit le but de la victoire en première période, par Karchouni (10e). L'Algérie, absente lors des deux dernières éditions (2018 et 2022), réussit ainsi ses débuts dans la compétition, en attendant de confirmer lors de ses prochaines sorties. Dans l'autre match du groupe B, le Nigeria, 11 fois titré sur les 14 éditions disputées, a dominé la Tunisie un peu plus tôt dans la journée (3-0), grâce à des buts d'Oshoala (4e), Babajide (45e+1), et Ihezuo (84e). A l'issue de cette journée inaugurale, le Nigeria et l'Algérie occupent conjointement le poste de leader avec 3 points chacun, devant la Tunisie et le Botswana, avec 0 point.Cette victoire, la première de l'Algérie en phase finale de la CAN depuis 2014, est un signal positif, mais elle met en lumière des lacunes à combler. Les transitions offensives, trop souvent gâchées par des passes mal ajustées, et les fautes inutiles ont freiné les Vertes dans leur quête d'un score plus large. Face à une Tunisie accrocheuse, puis un Nigeria ultra-favori lors du dernier match de poule, ces errements pourraient coûter cher. Farid Benstiti devra insister sur la rigueur tactique et la précision technique pour éviter de se faire peur à nouveau. Lors de la 2e journée, prévue le jeudi 10 juillet, l'Algérie affrontera la Tunisie (17h00), alors que le Botswana défiera le Nigeria (20h00).

Douze (12) pays prendront part à ce tournoi continental (5-26 juillet), répartis en trois groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les deux meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 18 et 19 juillet.

R. S.



CORRUPTION

Tayeb Louh condamné à quatre ans de prison

LE TRIBUNAL de Sidi M'hamed a rendu hier son verdict dans l'affaire impliquant l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh. Ce dernier a été condamné à quatre ans de prison ferme assortis d'une amende de 200 000 dinars, dans le cadre d'une affaire de corruption liée à l'enrichissement illicite et à la fausse déclaration de patrimoine. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du tribunal. L'ancien garde des Sceaux était de nouveau poursuivi pour des faits graves prévus par les articles 4, 36 et 37 de la loi n°06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, notamment la dissimulation de revenus d'origine criminelle et l'enrichissement illicite. Au fait, Tayeb Louh avait comparu devant le juge du tribunal de Sidi M'hamed le 23 juin dernier. Le lendemain, soit le 24 juin, le procureur de la République du pôle pénal économique et financier avait requis à son encontre une peine de dix ans de prison ferme, estimant que les faits étaient établis et particulièrement graves.

Aouir Khalil